

Le carnage de Makala accentue la crise entre magistrats et ministère de la Justice

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1618 | VENDREDI 6 SEPTEMBRE 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Fayoula dialogue Seth reprend la main

Comment expliquer ces revirements spectaculaires?

Parlons légalité (l'acte posé selon la loi). Parlons conflit (la guerre à laquelle fait

face notre pays depuis une trentaine d'années, convoité et redouté pour les richesses de son sol et de son sous-sol, agressé

par des voisins instrumentalisés et armés par des multinationales soutenues par des puissances planétaires). Parlons légitimité

(l'acte reconnu, accepté par une communauté, en l'espèce, la Nation). Quelle compréhension face à la démarche qui consiste à se

hisser à la tête d'une initiative de dialogue national pour la cohésion nationale ? Pages 5 à 15. À lire et à relire sans modération.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Au Foca-2024, Xi Jinping vante une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique

Le président chinois Xi Jinping a salué mercredi «l'exemple glorieux» des relations sino-africaines, alors que la Chine a déroulé le tapis rouge pour les dirigeants du continent africain dont le Congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo venus prendre part à un grand sommet, le Forum Économique Chine-Afrique-FOCA-2024 censé renforcer davantage les liens. Kinshasa, en marge de ce Forum, a ouvert le sien, à Beijing, ouvert et clôturé par le Vice-Premier ministre en charge des Transports, Voies de Communication et Désenclavement, Jean-Pierre Bemba Gombo.

Xi et son épouse, Peng Liyuan, ont organisé un banquet de bienvenue au Grand Palais du Peuple pour les invités qui sont arrivés à Beijing de toute l'Afrique pour assister au Sommet 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine, FCSA, le plus grand événement diplomatique organisé par la Chine depuis des années. Lors du banquet, le président chinois a déclaré qu'il s'était rendu dix fois en Afrique. La communauté d'avenir partagé Chine-Afrique constitue un exemple glorieux pour la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, a-t-il estimé. La communauté d'avenir partagé Chine-Afrique s'enracine dans l'amitié traditionnelle entre les deux parties, a-t-il affirmé, ajoutant que l'amitié se perpétue et se consolide à travers le temps, quelle que soit l'évolution de la situation internationale. « Nous avons travaillé conjointement pour construire des routes, chemins de fer, écoles, hôpitaux,



Xi et son épouse Peng Liyuan accueillent à Beijing, au Grand Palais du Peuple, le président congolais Félix Tshisekedi. DR.

parcs industriels et zones économiques spéciales. Ces projets ont changé la vie et le destin de nombreuses personnes », a-t-il poursuivi, notant que la communauté d'avenir partagé Chine-Afrique se distingue par la coopération gagnant-gagnant. Notant que la communauté d'avenir partagé Chine-Afrique se renforce avec le temps, le président chinois a souligné que les deux parties avaient travaillé en étroite coordination sur les grandes questions régionales et internationales, faisant entendre une voix plus forte du Sud global. Il s'est dit convaincu que tant que les plus de 2,8 milliards de Chinois et d'Africains œuvrent dans l'unité, « nous saurons accomplir des exploits brillants sur la voie de la modernisation, guider le développement vigoureux de la modernisation du Sud global, et apporter une plus grande contribution à la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité ». Dans la capitale chinoise Beijing, s'était ouvert le premier Forum République démocratique du Congo-

Chine, tenu du 2 au 3 août 2024 et qui a clôt ses portes sous le signe du renforcement des relations économiques entre les deux États. « C'est avec un réel sentiment que je prends la parole au nom du Président de la République Démocratique du Congo, pour clôturer la première édition du Forum RDC-Chine, qui ont porté notamment sur les opportunités d'investissement de Beijing en 2024 (...) Ceci augure une dynamique constructive pour le renforcement des relations économiques entre la RDC et la Chine », a déclaré le Vice-Premier ministre en charge des Transports, Voies de Communication et Désenclavement. « Le Président de la République a recommandé que ce type de produits soit promu », a-t-il déclaré. Ce Forum économique a constitué un cadre d'échanges entre les officiels congolais et chinois ainsi que les hommes d'affaires des deux pays, autour des secteurs clés tels que les mines, le commerce, l'agriculture, l'industrie, les infrastructures, ainsi que les énergies durables et le numérique. Un moyen de mobili-

ser des partenariats gagnant-gagnant, de faciliter l'accès au financement public chinois, d'accompagner les initiatives en joint-venture entre les entreprises des deux pays et de donner un meilleur aperçu de l'environnement des affaires au Congo.

VERS UN PARTENARIAT PRATIQUE. Lors de leur tête-à-tête, en prélude du FOCAC2024, les Présidents Félix-Antoine Tshisekedi et Xi Jinping, avaient exprimé un vœu commun d'ouvrir leurs États à un partenariat pratique, allant au-delà du secteur minier, en intégrant notamment l'agriculture, la formation professionnelle et les énergies renouvelables. Les opportunités d'investissement au Congo dans les secteurs agricole, minier, touristique, eau et électricité et transport ont été présentées par les ministres des secteurs, gouverneurs et directeurs généraux concernés aux opérateurs économiques chinois au forum économique RDC-Chine. « Devant les responsables de 300 entreprises

chinoises et congolaises qui prennent part au Forum économique République démocratique du Congo-République Populaire de Chine qui a démarré lundi à Beijing, les ministres congolais, les gouverneurs et les directeurs généraux ont présenté chacun en ce qui les concerne les opportunités d'affaires aux opérateurs économiques chinois en vue d'augmenter le volume des échanges commerciaux vers la Chine », a dit, en substance, Jean Pierre Bemba. Intervenant en sa qualité de ministre du Commerce extérieur, Julien Paluku a fait la promotion des produits agricoles dont le Congo veut augmenter le volume des échanges commerciaux avec la Chine notamment : le café, le cacao, le piment, l'avocat et le soja. Il a invité les investisseurs chinois à venir faire le business dans l'agro-industrie, précisant que le Congo dispose près de 80 millions d'ha de terres arables et 4 millions de terres irrigables. Il a annoncé la signature sans délai des protocoles d'accord et des partenariats économiques par les entre-

prises congolaises et chinoises. Le Congo a profité de l'occasion pour présenter une feuille de route de 20 milliards de \$US pour la période de 2024-2035. Il était également prévu la signature le 7 septembre des accords sur l'exportation de quelques produits agricoles vers la Chine avec des préférences commerciales. Julien Paluku a appelé les Congolais à ne pas s'auto-flageller malgré leurs divergences, mais à bien parler de nous-mêmes afin qu'on parle mieux de nous à l'international. Les secteurs touristiques et culturels sont stratégiques pour la coopération entre le Congo et la Chine, a déclaré le ministre de communication et médias Patrick Muyaya. « La dimension touristique et culturelle est une des questions stratégiques sur laquelle la partie chinoise et la partie du pays d'Afrique en l'occurrence la RDC se sont mis d'accord », a-t-il déclaré. Kinshasa et Beijing se sont mis d'accord et ont lancé depuis la capitale kinoise la semaine chinoise à la télévision nationale.

avec AGENCES ■

Après le carnage à Makala, la crise s'accroît entre les magistrats et le ministère de la Justice

Cela allait déjà très mal entre les magistrats et le ministre d'État en charge de la Justice et Garde des Sceaux, Me Constant Mutamba Tungunga qualifié, dans un communiqué du Synamac, le Syndicat Autonome des Magistrats du Congo, de «populiste» aux annonces médiatiques susceptibles d'être jugées «inconstitutionnelles». Un conflit qui rappelait celui qui venait d'opposer en France le ministre de la Justice et Garde des Sceaux sortant, l'ancien ténor du barreau, redouté des cours d'assises, Eric Dupond-Moretti au point que le ministre fut traîné devant la Cour de Justice de la République, ce qui marquait une histoire d'autant que ce fut la toute première fois en France de voir un ministre en exercice attiré devant cette juridiction pénale spéciale.

Au Congo, le Synamac avait diffusé, le 15 août, un communiqué quand Constant Mutamba Tungunga venait de remettre au président de l'Assemblée nationale Vital Kamerhe Lwa Kanyinyi Nkingi quatre textes de lois que le ministre avait qualifiés de «propositions de lois» dont certains critiquaient la légalité outre le fait qu'«une proposition de loi» émane d'un député, le ministre déposant «un projet de loi».

Dans le « communiqué du Synamac sur les sorties médiatiques du ministre de la Justice et Garde des Sceaux», signé d'une part par le Président national Isofa Nkanga, substitut du Procureur Général et, de l'autre, pour le Secrétaire Général Adj empêché, par Shabani Watenda Junior, Président du Tribunal de Grande Instance, on lisait : «Le Synamac dénonce



Après la réunion du Bureau du CSM, le PG Mukolo Nkokesha, entouré du Président de la Haute Cour Dieudonné Kamuleta au titre de président du CSM et du PG près la Cour de Cassation, Firmin Mambu Mvonde, donne lecture du communiqué. DR.

la propension du ministre de la Justice et Garde des Sceaux dans ses sorties médiatiques à vouloir rendre les magistrats seuls acteurs de la justice, responsables de la mauvaise administration de la justice, éludant ainsi les questions de fond à la base du dysfonctionnement de ce secteur. Ainsi, par ses discours à la limite populistes et outrageants à l'égard de tout un corps, il expose les magistrats dont la sécurité est déjà précaire ou pas du tout assurée ». Le Synamac attirait « l'attention des membres du Bureau du Conseil Supérieur de la Magistrature sur la participation de certains magistrats dans des commissions créées en vue de censurer les actes relevant des attributions des cours, tribunaux et parquets et, ce, sans s'en référer à leur hiérarchie respective. Pareil agissement ne doit laisser indifférent ». Puis : « Dans un État de droit, le seul moyen d'attaquer une décision de justice demeure les voies de recours prévues par le législateur. Et lorsqu'elles sont toutes épuisées, la seule possibilité qui reste est le pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi. Agir autrement, c'est se comporter en hors la loi ». Les magistrats (invitaient) « le ministre (...) d'arrêter avec ses agressions et de chercher à travailler avec les magistrats dans cette lutte dont il n'est pas seul, et n'en a pas non plus le monopole (...) Le Synamac relève que les modifications in-

organiques régissant le Pouvoir judiciaire ne régleront rien tant que les questions de fond débattues lors des assises des États Généraux de la Justice ne seront pas résolues. Par contre, elles provoquent des collisions des textes tendant à leur inconstitutionnalité ».

ACCENTUATION DE LA CRISE.

Après le carnage intervenu lors de la tentative d'évasion survenue dans la nuit de dimanche 1er septembre à la Prison Centrale de Makala, CPRK, Centre Pénitentiaire et de Rééducation de Kinshasa, qui a fait 129 morts, selon le bilan officiel annoncé par le Vice Premier ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Jacquemain Shabani Lukoo Bihango, démentant le bilan donné peu avant par le Vice-ministre de la Justice, Samuel Mbemba Kabuya qui avait parlé de deux morts, et qui avait fait porter la responsabilité de ces morts sur les magistrats, la tension est montée de plusieurs crans entre le ministère de la Justice et les magistrats. Il faut noter que les Évêques dénoncent ce carnage parlant de « négligence des services de l'État », exhortant les autorités à mener des enquêtes sérieuses pour établir les responsabilités, tout comme des pays de l'Union Européenne qui « demandent à Kinshasa de faire rapidement toute la lumière sur ces événements tragiques

afin d'établir les différentes responsabilités, y compris au regard du respect des droits humains et de l'État de droit ». Dans sa déclaration de lundi 2 septembre, le Vice-ministre Mbemba accuse les magistrats d'être les premiers responsables de cette tentative d'évasion (du coup, de ces morts) déclarant qu'ils transféraient dans des prisons des individus suspects quand les prisons sont faites pour la détention des personnes condamnées, ajoutant que cette pratique va à l'encontre des efforts de désengorgement des maisons d'arrêt entrepris par le Gouvernement, et qu'elle viole le principe sacro-saint du droit congolais qui fait de la détention une exception. Peu avant, le ministre titulaire avait annoncé plusieurs mesures provisoires prises, en dehors des enquêtes ouvertes voulant identifier les responsables de ce qu'il qualifiait comme « des actes de sabotage » dont l'interdiction, jusqu'à nouvel ordre, de transfèrement au CPRK, par les magistrats des parquets, des détenus sauf autorisation préalable du ministre. Dans une déclaration forte donnée mercredi 4 septembre 2024 en la salle des plénières de la Cour Constitutionnelle, à Kinshasa, Place Royale, à la Gombe, peu après une réunion du Bureau du Conseil Supérieur de la Magistrature, CSM, le Procureur Général près la Cour Constitutionnelle, Jean-Paul Mukolo

Nkokesha, entouré du Président de la Cour Constitutionnelle Dieudonné Kamuleta Badibanga au titre de président du CSM et du Procureur Général près la Cour de Cassation, Firmin Mambu Mvonde, a fermement condamné les « déclarations faites lors des sorties médiatiques du Vice-ministre de la Justice », comme « la note circulaire n°008/CAB/ME/MIN/J&GS 2024 du 2 septembre 2024 signée par le Vice-ministre de la Justice relative à l'interdiction de transfèrement des détenus préventifs à la Prison Centrale de Makala et à la Prison militaire de Ndolo ». Au contraire, le CSM « invite les magistrats à poursuivre l'accomplissement des tâches de la profession dans le strict respect de la Constitution et des lois de la République pour l'émergence de l'État de droit ». Si le communiqué du Conseil Supérieur de la Magistrature signé par le Président Dieudonné Kamuleta Badibanga et par les sept membres du Bureau du CSM, Jean-Paul Mukolo Nkokesha, Elie-Léon Ndomba Kabeya,

premier président à la Cour de cassation, Firmin Mambu Mvonde, Marthe Odio Nonde, première présidente au Conseil d'État, Iluta Ikombe Yamama, Mutombo Katalya, Lucie-René Likulia Bakumi, reconnaît que « la Prison Centrale de Makala fut construite en 1957 avec une capacité d'accueil de 1.500 détenus pour une population de plus ou moins 250.000 habitants de la ville de Kinshasa », le texte explique que face à « l'augmentation exponentielle de la population et l'accroissement de la criminalité, la solution appropriée pour résorber la surpopulation carcérale à la Prison de Makala tient à la fois à la construction de nouvelles prisons et maisons d'arrêt, et à l'application stricte de la loi sur la détention ainsi que celle sur le régime pénitentiaire ». Les hauts magistrats renvoient au ministère de la Justice la responsabilité du carnage. S'ils reconnaissent que « l'arrestation est l'exception », ils déclarent que « devant la hausse de la criminalité, les arres-

tations et les détentions opérées par les magistrats constituent une réponse légale et idoine pour sécuriser la population. Le suspect est toute personne soupçonnée d'avoir commis une infraction ou violé la loi pénale. Demander au magistrat de ne pas l'arrêter ni le transférer à la prison constitue une violation flagrante de la loi et surtout une autre manière d'installer, au sein de la population congolaise, les règles de la vengeance privée et la loi du plus fort ». Plus grave encore, ils jugent « les déclarations du Vice-ministre de la Justice (...) de nature à exposer les magistrats à la vindicte populaire alors qu'il existe au sein des Institutions publiques un cadre de concertation entre le Conseil Supérieur de la Magistrature et le Ministère de la Justice, lieu indiqué pour traiter de questions transversales relatives à l'administration de la Justice ». Question : comment cette crise que certains qualifient déjà de guerre ouverte va être résorbée ?

T. MATOTU ■

En savoir plus sur la maladie Mpox

Savez-vous quelque chose sur cette maladie du singe appelée «Monkeypox» en anglais ? Ci-après, quelques informations utiles en provenance directe de l'OMS, l'Organisation Mondiale de la Santé.



Une personne atteinte de la mpox. DR.

■ Est-elle présente au Congo ? Oui, une épidémie a été déclarée au Congo, fin 2022. En 2023, plus de 14.000 cas suspects ont été signalés, et déjà plus de 10.000 cas suspects ont été recensés au cours des six premiers mois de 2024.

■ Les enfants peuvent-ils être infectés ? Oui, les enfants peuvent contracter la mpox.

Ils courent un risque plus élevé de formes graves, mais la maladie peut être évitée en suivant des mesures de prévention simples.

■ Quels sont les symptômes ? Les symptômes incluent une forte fièvre soudaine, des boutons remplis de liquide ou de pus qui se dessèchent pour former des croûtes, ainsi que des douleurs musculaires.

■ Quand appa-

raissent les premiers symptômes ? La période d'incubation varie de 7 à 21 jours. Les symptômes peuvent disparaître en 2 à 4 semaines avec une prise en charge adéquate.

■ Comment se transmet la mpox ? La transmission se fait par contact étroit avec un animal, une personne ou des matériaux contaminés. La

(suite en page 4).

Crise, Bahati menace de quitter l'Union Sacrée

Il est (encore) «membre de l'Union Sacrée jusqu'à l'instant». C'est la phrase clé prononcée lundi 2 septembre 2024 à Kinshasa, lors d'une conférence de presse, par l'Autorité morale du regroupement politique Alliance des Forces Démocratiques du Congo et Alliés, Afdc-A, président honoraire de la dernière Chambre haute du parlement, désormais deuxième vice-président. Le reste, poursuit Modeste Bahati Lukwebo, c'est au Congrès de son regroupement dont la date de la tenue reste à décider, de le déclarer. Crise ouverte !

Elle est donc claire, la crise, dans cette salle de la Conférence Episcopale Nationale



Modeste Bahati Lukwebo lors de sa conférence de presse. DR.

du Congo, CÉNCO. Va-t-il quitter la méga plate-forme politique présidentielle ? Pour l'homme, qui dit disposer de 13 sénateurs, 40 députés nationaux, 77 députés provinciaux et 94 conseillers communaux, face à «l'injustice» - le mot est lâché - que son regroupement

a subie, toutes les options sont sur la table, aucune n'est à exclure.

BAGARREUR POLITIQUE CO-RIACE.

« Je suis membre de l'Union sacrée jusqu'à cet instant. C'est le congrès qui va déterminer notre marche à suivre. À

l'issue de ce congrès, vous saurez quelle est notre position ». Puis de tempérer un tant soit peu : « Nous savons que le président Tshisekedi est épris de paix et de justice. Lui seul connaît à quel moment il agira. Moi, je lui ai toujours fait confiance même s'il y a autour de lui

des laborantins, des clichés. Je considère que ce qui est arrivé à l'Afdc-A à la sortie du gouvernement Judith Suminwa est biblique. Et tous ceux qui combattent injustement les enfants de Dieu, finissent par périr ».

Puis : « Les cadres et militants de notre parti ont réclamé un congrès extraordinaire. Je ne peux m'opposer à la volonté de la grande base disséminée sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger. Je comprends et partage leurs douleurs et chagrin de voir les autres récolter là où ils n'ont pas semé. C'est vrai que nos cœurs saignent. Qui ignore les sacrifices qu'un chef de parti ou regroupement endure pour gagner un seul siège de député, soit-il national ou provincial, ou un sénateur et que par la suite ces efforts soient ignorés ! En réponse à cette demande d'un congrès extraordinaire, je voudrais rassurer mes camarades que dès la fin de la semaine en cours, une Commission préparatoire sera mise sur pied pour définir les TDR, l'organisation, le budget et la date

dudit congrès ». Il poursuit : « Suite aux multiples plaintes, du reste fondées, de toutes les Fédérations de l'intérieur du pays comme de l'étranger, les ligues des femmes et des jeunes, du fait de n'avoir pas tiré avantage de leur dur labeur tel que l'a décidé le peuple congolais dans les urnes en décembre 2023, j'ai résolu de calmer la tempête et de me référer une fois de plus à Son Excellence Monsieur le Président de la République, chef de l'État et garant de la justice et de la paix sociale ».

Sur la guerre de l'Est, l'homme connu comme peu habitué à parler politique, trouve une phrase : « Tous les moyens usés par le gouvernement congolais n'ont pas abouti à un résultat positif suite aux multiples trahisons et complicités internes ». Il se dit ouvert à toutes initiatives susceptibles de finir avec cette insécurité et restaurer l'intégrité du territoire national. Rejoint-il le dialogue de Fayulu ?! Connue comme celui qui sait défendre ses intérêts, qui, face aux difficultés, sait s'incliner

sans jamais rien lâcher, nommé, le 31 décembre 2021, informateur pour identifier une majorité présidentielle de gouvernement du premier mandat de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et cela après que lui et nombre d'autres élus, eurent lâché le FCC de Joseph Kabila en rejoignant le camp du nouveau président, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Bahati Lukwebo rêve du poste de formateur du gouvernement, réclame d'être nommé Premier ministre, chef du gouvernement, mais se laisse offrir la présidence du Sénat qu'il rejette avec force mais les mots bien placés par un certain Kitenge Yesu qui lui présente cette voie de sortie, à prendre ou à perdre tout, prononcés devant un dirigeant du parti présidentiel Udps, sont si fermes que l'ancien ministre sous Joseph Kabila en charge du Travail, puis du Plan puis de l'Économie, finit par courber l'échine. Modeste Bahati n'avait alors aucun choix face à celui que l'on appelait «l'Homme Organe», que tout le monde craignait.

D. DADEI ■

L'Aéroport International de N'Djili fait peau neuve



Marquages pour parking et emplacements de stationnement éloignent le chaos. DR.

Cela n'échappe à personne. L'Aéroport International de N'Djili, FIH, à Kinshasa, a entrepris des changements. Cela est visible à quiconque y arrive. Cela commence par les approches, jardins et parkings. Rien à voir avec le chaos de jadis. L'air est plus respirable. Chaque véhicule qui arrive sait où et

comment se diriger. Les marquages au sol de parking et les emplacements de stationnement qui n'avaient jamais existé sont là ; les murs extérieurs repeints. À l'intérieur, les salles d'arrivée et de départ en province et à l'international sont climatisées ; les toilettes offrent une nouvelle image avec des nouvelles cuves ; les plafonds

refaits ; les chariots qui manquaient cruellement hier sont visibles bien que leur nombre soit encore insignifiant mais les services de la RVA-SA, Régie des Voies Aériennes, Société Anonyme, annoncent une commande de 3.000 chariots arrivée au port, en voie de livraison tout comme des bus de navette adaptés plus larges, plus longs et

plus bas qui feront sous peu la navette vers les avions et vers les salles d'arrivée, venus d'Allemagne ; etc. Mais l'ampleur de problèmes sur place est telle que des changements restent à entreprendre. La nouvelle équipe menée par le Commandant Vicky Lnudula Lutshaka nommée le 12 juillet 2024 est au moins au travail.

ALUNGA MBUWA ■

Sur la maladie Mpox

(suite de la page 3).

mpox se propage de personne à personne par contact avec des gouttelettes respiratoires infectieuses, des lésions cutanées ou des objets contaminés.

■ Peut-on en guérir ? La plupart des personnes guérissent spontanément en quelques semaines avec un traitement symptomatique et de soutien. Toutefois, la maladie peut être grave, voire mortelle, si elle n'est pas prise en charge à temps.

■ Existe-t-il des risques de complications ? Oui, surtout pour les enfants de moins de 15 ans, les femmes enceintes et les personnes ayant d'autres problèmes de santé. Ces groupes sont plus vulnérables aux complications graves.

■ Que faire si vous pensez avoir été exposé à la mpox ? Si vous pensez avoir été en contact avec une personne ou un animal infecté, lavez-vous les mains avec du savon et de l'eau ou utilisez un gel hydroalcoolique. Consultez le centre de santé le plus proche.

■ Que faire en cas de symptômes ? Si vous avez des symptômes semblables à ceux de la mpox, ne vous automédiquez pas. Rendez-vous au centre de santé le plus proche pour obtenir un avis médical. Plus vite vous vous rendez au centre de santé, moins vous aurez de risque de complications.

■ Comment se protéger contre la mpox ? Pour protéger votre famille, lavez-vous régulièrement

les mains avec de l'eau et du savon ou utilisez du gel hydroalcoolique. Évitez tout contact avec des personnes malades, des dépouilles ou des surfaces contaminées, ainsi que la manipulation ou la consommation de viande d'animaux malades.

■ Comment limiter le risque d'exposition lors de contacts sexuels ? L'utilisation du préservatif lors de rapports sexuels peut diminuer le risque d'exposition à la mpox, mais il n'empêche pas l'infection via un contact physique étroit.

■ Y a-t-il un vaccin disponible ? Les vaccins contre la mpox existent mais ils ne sont pas disponibles pour le moment au Congo.

Fayulu et... ses ex

Comment expliquer des revirements politiques aussi spectaculaires ?

Parlons légalité (l'acte posé selon la loi).

Lorsque l'on ne dispose d'aucun élu dans aucune chambre parlementaire, au local et au national que l'on a refusé de gagner lors d'une confrontation électorale après que l'on a appelé les siens à ne prendre part à aucune élection, et donc à boycotter des scrutins sur papier politiquement ouverts et que l'on annonce qu'on ne prendrait pas soi-même aucune course même celle de la présidentielle et que l'on se précipite la veille des scrutins à déposer secrètement son dossier personnel, en laissant sur les carreaux tous ses lieutenants, et qu'on y obtient au final 5,33% des voix face à plusieurs autres candidats dont l'un fait 18,08%, le vainqueur réalise 73,34%, parler dialogue quand se clôture le cycle électoral avec la mise en place des Institutions d'après élections, au national et au local (provincial), cela, pour, dit-on, rechercher la cohésion nationale, quel sens donner politiquement à ce récit?

Parlons conflit (la guerre à laquelle fait face le Congo mais malheureusement depuis une trentaine d'années, le pays convoité et redouté pour les richesses de son sous-sol, agressé par ses voisins instrumentalisés et armés par la Haute Finance, les multinationales soutenues par des puissances planétaires). La solu-



De g. à dr., de haut en bas, Moïse Katumbi Chapwe, Joseph Kabila Kabange, Martin Fayulu Madidi, Seth Kikuni. DR.

tion réside-t-elle dans un dialogue politique interne ou dans une réponse appropriée qui commence par la reconstruction des forces armées, leur montée en puissance et dans la maîtrise de la diplomatie ?

Comment et pourquoi ne pas le dire haut et fort ? Dans la vie et en politique, rien n'est impossible, tout est possible.

Les accords se construisent et se déconstruisent chaque jour et parfois selon le temps qu'il fait. Petit rappel (deux phrases cultes prononcées par deux dirigeants politiques français) :

■ Jacques Chirac, ancien maire de la ville de Paris, ancien Premier ministre, ancien Président de la République : « Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent ».

■ Charles Pasqua, un homme de la même veine

que le précédent, pétri lui aussi d'expérience, qui fut ministre de l'Intérieur dans son pays : « Les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui les reçoivent ».

« ATTRAPE-NI-GAUDS » ?

Par quelle magie Martin Fayulu Madidi appelle l'UDPS, le parti présidentiel, à venir l'accueillir à l'aéroport de N'Djili, à sa descente d'avion le 31 septembre 2024 et lance un appel à un dialogue ? Mais si la cohésion nationale est une nécessité, est-ce la cohésion - qu'on ne s'y méprenne pas - qui arriverait en tête face à la guerre que livre le Rwanda à notre pays ? Si les provinces de l'Est sont attachées au Congo, ce qui fit triompher (il faut le souligner) le récit corsé du Candidat Président lors de la campagne électo-

rale, cet attachement des populations à leur pays a-t-il empêché les trop nombreuses prises de localités par la coalition RDF-M23-AFC au Kivu ? Comment expliquer tant de revirements aussi spectaculaires qu'inattendus de Fayulu, auto-proclamé « commandant du peuple », « éternel demandeur de la vérité des urnes », « opposant de choc anti-Tshisekedi », qui a eu à la bouche, des années durant, les mots « simulacres d'élections et résultats farfelus de la CENI », expliquant sans fin que « jamais au Congo, Monsieur Tshisekedi Tshilombo Tshilombo ne peut, en aucun cas, gagner une élection organisée régulièrement » ?

Parlons légitimité (l'acte reconnu, accepté par une communauté, en l'espèce, la Nation). Quand, dans une autre



vie, on a été porté par quelques membres lors d'une entente politique tactique, donc éphémère, au cours d'une rencontre à l'étranger, à Genève en l'occurrence, appelée et financée par des multinationales qui combattent et exploitent le pays et qu'on croit avoir fait du résultat non reconnu à la publication, que tous ceux qui vous ont porté et présenté dans leurs espaces sociologiques (Jean-Pierre Bemba Gombo, Moïse Katumbi Chapwe, Antipas Mbusa Nyamwisi, Adolphe Muzitu Fumutshi, Freddy Matungulu Mbuyamu Ilankir) vous ont abandonné, que vous êtes désormais plus isolé que jamais, quelle cohérence, quelle justesse, quelle mesure donner à la démarche qui consiste à vous hisser à la tête d'une initiative de dialogue national pour (la cohésion nationale) ? Certes, le dialogue est permanent en politique tout comme la consultation (il n'y a rien de nouveau sous le soleil) et plus que jamais dans un pays avec une foule de partis politiques, organisations de la société civile, églises, médias, etc., dont la parole a une influence dans la perception des affaires mais fondamentalement à qui revient la légitimité d'une telle initiative pour qu'elle ait un sens et dans quel contexte en faire l'annonce ? Lundi 13 novembre 2023, à la veille des élections du 20 dé-

cembre 2023, lors d'une rencontre diffusée en direct à la télévision depuis la salle Majesté de l'hôtel Hilton à Kinshasa, organisée par la Commission Électorale Nationale Indépendante, présidée par son président, Denis Kadima Kazadi, qui avait réuni les vingt-trois candidats président de la République ou leurs représentants dans un cadre dit de concertation, réunion à laquelle ne s'était pas présenté physiquement sans savoir pourquoi Moïse Katumbi, les téléspectateurs avaient perçu très clairement une évolution (une révolution) dans les rapports entre le président en exercice et candidat à sa propre succession, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et son opposant « farouche ». Excellente idée de cohésion ! Nul doute, fondamentalement, leurs rapports n'avaient plus été/n'étaient plus désormais les mêmes !

Ce jour-là, le Président de la République et Fayulu s'étaient parlés longuement et, au moment de quitter la salle, appelé par une charge d'État, le président avait eu un dernier échange de mots avec lui. Qu'est-ce qu'ils s'étaient dits ? Comment ne pas se poser la question quand Fayulu s'adresse à l'Udps, parvient à le convaincre, l'appelle à venir l'accueillir à sa descente d'avion et l'accompagner des heures durant à son meeting ? L'appareil politique d'un parti

aussi organisé, pouvait-il être loin d'une telle action ?

Disons-le franchement. En dépit de retournements de veste fréquents au sein de la société congolaise, quel sens aurait un dialogue national sans Kabila et les siens qui invoquent désormais l'article 64 de la Constitution, sans Katumbi dont le porte-parole, Olivier Kamitatu Etsu, dit, en l'écrivant sur son compte X (Twitter), « dialogue, négociation ou table-ronde, des attrape-nigauds lancés par le pouvoir, ont pour seul but de leurrer une opposition dont certains membres semblent déjà essouffés » et dont Katumbi ne se sent nullement « concerné » ? Et d'ajouter, penser à une présence de Katumbi ? « Rien n'est plus faux ». Au fait, a-t-on jamais douté de l'engagement de la Nation pleine et entière aux côtés de ses forces armées ? Dès lors, s'il faut gagner cette guerre, que reste-t-il à faire sinon réorganiser nos forces armées et les monter en puissance ? Que viendrait y faire Fayulu ou un quelconque participant à ce Dialogue que n'ont pu faire à ce jour les Congolais ? Quand un jeune homme d'affaires passé en politique, Seth Kikuni, hier rencontré ici, aujourd'hui rencontré là, qui n'a désormais de cesse que l'injure à la bouche, ne doit-on pas se demander ce qu'au final le pays porte comme modèle ?

KKMTRY ■

Les centres d'inscription des opérations d'enrôlement

Lire de la page 9 à la page 12.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1565 | VENDREDI 11 NOVEMBRE 2022 | 20 PAGES €7 \$8

Inspirer le respect



Comment exister là où il n'y a aucune considération ? Comment rêver d'être ensemble sans le respect de

l'autre ? Quand le Président américain Joe Biden déclare : « Nous sommes l'Amérique. Et nul au monde ne saurait venir se frotter

à nous », à quoi pense-t-il sinon à la puissance de l'Amérique qui inspire respect ? Cette puissance existe-t-elle en dehors de la

force de frappe ? L'arrivée de deux avions de chasse de marque Sukhoi-25 dans le ciel du Nord-Kivu où sévissent des groupes

armés, n'a-t-elle pas soudain transformé le rapport des forces et l'état d'esprit des populations ? C'est un début. *Page 3.*



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Inspirer le respect

A l'issue de la publication des premiers résultats et des grandes tendances des élections mi-mandat, le président américain démocrate Joe Biden a offert mercredi 9 novembre sa disponibilité à travailler avec l'opposition républicaine au Congrès en assurant ses concitoyens : « Nous sommes l'Amérique. Nul au monde ne saurait venir se frotter à nous ».

Traduisons : l'Amérique inspire le respect. En clair, « on impose à distance plus de respect ».

« Le respect est le sentiment qui porte à accorder à quelqu'un de la considération en raison de la valeur qu'on lui reconnaît ».

Valeur, considération... Les guerres au Congo ne datent ni d'aujourd'hui, ni d'hier.

Dans son adresse du 3 novembre 2022 à la Nation (page 3 en intégralité dans l'édition papier), le Président de la République Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo l'a rappelé.

La question aujourd'hui est de faire une plongée dans ces guerres et de leur trouver des solutions définitives. « Le temps malgré tout a trouvé la solution malgré toi », écrit Socrate. Traduisons : rien au monde n'existe qui n'ait déjà trouvé solution. En clair, il suffit de s'inspirer des



L'arrivée dans le ciel du Nord-Kivu de deux avions de chasse de marque Sukhoi-25 transformé le rapport des forces et l'état d'esprit des populations. C'est un début. DR.

exemples d'ailleurs. Comment, en l'espace d'une génération, la Corée du Sud est devenue une puissance ? Comment, en l'espace d'une génération, le pays-ville Singapour s'est érigé en puissance ?

Dans l'un de ces pays, l'Histoire raconte qu'il y a au départ un visionnaire qui a posé très clairement le problème à un homme, l'un de ses compatriotes. La question : « comment hisser notre pays à un niveau respectable ? »

Réponse de l'homme : « Laissez-moi parcourir le monde à la recherche de nos intelligences ».

À la suite de cette réponse, une carte bancaire Corporate sans plafond lui fut remise afin qu'il accomplisse sa mission dans la responsabilité.

Après le déploiement d'une vision partagée, le résultat arrive en une génération. La Corée du Sud est passée « du statut d'État dévasté par la guerre à celui de puissance économique mondiale, symbole de l'un des processus

de développement les mieux réussis de l'après Seconde Guerre mondiale. Les images typiques que l'on se fait de ce pays se sont ainsi transformées : on est passé des bâtiments détruits avec orphelins et femmes pleurant leurs proches à des villes modernes pleines de gratte-ciels où l'exportation d'automobiles est un symbole de réussite, et au dynamisme culturel de la jeunesse illustré par le «Gangnam Style», le rythme de danse mondialement connu de Psy. En moins de quarante ans, le « miracle du fleuve Han » est devenu réalité ; la Corée du Sud s'est transformée, selon la formule

de Tagor, de pays du « matin calme » en celui de « la surprise du matin ».

NUL NE MAÎTRISE RIEN TOUT SEUL.

Nul ne maîtrise rien tout seul. Rien dans la vie ne se fait sans consultation, sans écoute.

Le 6 novembre 2022, trois jours après l'adresse du Président de la République, alors qu'une partie du pays attendait que «le Commandement Suprême des Forces Armées», au titre de «garant de l'intégrité du territoire» (art. 69 de la Constitution), déclare la guerre (par ordonnance délibérée en Conseil des ministres après avis du Conseil supérieur

de la défense et autorisation de l'Assemblée nationale et du Sénat conformément à l'article 143 de la présente Constitution), art. 86, une consultation au sein du Parti pour l'Action réunie autour de son Président National Historique, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, donne lieu à un court communiqué de presse dont l'essentiel ci-après : « Face à la gravité de la situation d'atteinte à l'intégrité du territoire national, à la menace sur les Institutions de la République, le Parti @PartiAction estime que l'heure a sonné pour que le Pdt @Fatshi13 fasse venir autour de lui l'élite politique natio-

nale pour l'écouter», tweete le lendemain 7 novembre @kkmtry (page 3 dans l'édition papier). « Une race sans autorité ni pouvoir est une race sans respect ». Comment ne pas croire ce panafricaniste Marcus Mosiah Garvey ? Par sa place dans le monde, le Congo doit inspirer le respect. On pourrait même dire que notre pays a mission d'inspirer le respect. Cela suppose que le pays se mette à l'écoute de ceux qui savent. Il n'est pas sûr que ceux qui savent aujourd'hui perceront tout le mystère de la vie. Mais ce travail d'écoute est un travail permanent. Il importe à tout dirigeant de s'y mettre. C'est encore le Parti pour l'Action qui le déclare dans ce communiqué du 6 novembre : «Plus que jamais, la priorité pour la Nation est la montée en puissance de ses forces de défense et de sécurité qui doivent être dotées d'un armement adapté, moderne et de pointe qui inspire respect ».

« Aussi, le Parti pour l'Action appelle le Parlement à faire de l'examen du budget de l'armée et des

services de sécurité une priorité absolue. Ce budget doit être à la hauteur de la place et du rôle que doit jouer le Congo dans la sous-région et en Afrique ».

Comment exister là où il n'y a aucune considération ? Comment rêver d'être ensemble sans le respect de l'autre ? Quand le Président américain Joe Biden déclare : « Nous sommes l'Amérique. Et nul au monde ne saurait venir se frotter à nous », à quoi pense-t-il sinon à la puissance de l'Amérique qui inspire respect ? Cette puissance existe-t-elle en dehors de la force de frappe ? L'heure a sonné pour que notre pays s'organise, mieux, pour que notre pays se réorganise. Il y va de son avenir.

Ceux qui arrivent ne sont jamais - ne seront jamais - ceux qui auront la charge de penser à la place des Congolais. Leurs intérêts seront et resteront loin des nôtres. Plus que jamais, le temps d'éveil de conscience a sonné.

KKMTRY

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

LE SOFT INTERNATIONAL | ÉDITION NATIONALE N°1565 | PAGE 2.

international

SINCE 1989

N°1557 | MERCREDI 20 JUILLET 2022 | 20 PAGES €7 \$8

Monter l'armée en puissance Faire susciter crainte et respect

Notre pays vit un état intenable : une force onusienne Monuc/ Monusco présente depuis 1999, soit plus de deux décennies et la plus forte armée onusienne jamais déployée au monde avec 20.000 hommes - qui n'atteint pas de résultat mais soupçonnée de tout ; des forces armées étrangères des pays voisins invitées à combattre aux côtés de nos FARDC mais dont l'efficacité et la loyauté sont à prouver ; nos FARDC à la fidélité et à l'engagement remis en cause, accusés de divers accointances ; et, pour couronner le tout, le M23, l'arbre qui cache la forêt, défait le 4 novembre 2013, par l'armée régulière qui redorait son image, appuyée par une force onusienne, brigade d'intervention et force de réaction rapide, formée de soldats des pays de la SADC, Afrique du Sud, Tanzanie, Namibie, au lendemain d'une visite d'État au Congo, la première de l'histoire, d'un président sud-africain Jacob Zuma. Mardi 29 octobre 2013, face au parlement congolais réuni en congrès, Jacob Zuma a, à la bouche, des mots en



forme d'ultimatum, au M23 et à ses soutiens, les pays voisins : «Enough is enough. Time for peace is now» (Trop c'est trop. L'heure de la paix a sonné). La souffrance du peuple congolais est aussi notre souffrance. De même, sa prospérité. La misère ne peut plus continuer et ne sera plus tolérée». Le lendemain 30 octobre, son avion avait à peine décollé de l'aéroport de N'Djili pour

Pretoria que les événements s'accéléraient dans la guerre qui opposait depuis un an et demi les FARDC au M23. Le dernier verrou, la cité de Bunagana, à la frontière ougando-rwandaise, venait de sauter. Le jour même à 20 heures, au jt de la télévision nationale Rtn, le Chef de l'État, Commandant en Chef des armées, parlait d'«une victoire totale», une première, indiquait au M23

«la voie royale pour la paix et la stabilité dans la région (qui) réside dans la mise en œuvre, effective et de bonne foi, de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, ainsi que de la Résolution 2098 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies». Le M23 lui-même proclamait sa fin. «À cette fin, le chef d'état-major et les commandants de toutes les unités principales sont priés de préparer les troupes au

désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, selon des termes à convenir avec le gouvernement du Congo», déclarait dans un communiqué, depuis Kampala où il s'était réfugié, le chef politique du M23 Bertrand Bisimwa rejoignant Kinshasa et la Monusco. «Il est important que le M23 [...] déclare la fin de la rébellion. Les combats doivent cesser pour que les deux parties puissent négocier une issue politique à leur conflit», déclarait, le jour même, dans un communiqué, le chef de la Monusco Martin Kobler. Pourquoi et comment, neuf ans après, le mouvement M23 refait surface à Bunagana, Mbuzi, Runyonyi, Chanzu, etc., à la même frontière ougando-rwandaise, sur les mêmes collines, qu'il occupe depuis un mois déjà, avec cette fois une incroyable puissance de feu que ne dispose ni la Monusco, ni les FARDC? Quelles réponses le Congo doit donner à cet état de choses ? Une stratégie qui vise à terme à faire susciter la crainte pour se faire respecter est à enclencher d'urgence.

(Articles pages 5 et 6).
T. MATOTU ■



Monter l'armée en puissance de feu

Faire susciter crainte et respect

Ce beau texte de Laurence Cochet dans Marie France paru le 17 août 2018, au titre «9 clés pour se faire respecter». Sur la crainte et le respect, texte interpellateur que les Congolais doivent lire et intérioriser.

Quand les animaux ne connaissent que la force, la soumission ou l'indifférence pour survivre, les êtres humains, eux, se veulent civilisés et révérencieux. Pas toujours simple, pourtant, de susciter l'attention de l'autre et de l'aider à accepter nos différences...

1. Parler aux neurones miroirs.

Notre cerveau est génial. Garant de notre survie, il a développé une formidable faculté : celle de nous pousser à imiter les faits et gestes de nos interlocuteurs pour anticiper leurs réactions. «Grâce à ces neurones miroirs, toute intention malveillante à notre égard est détectée en temps réel, ce qui permet de se protéger plus rapidement», explique la psychologue Martine Laval dans N'écoutez pas votre cerveau ! Comment rester sain dans un monde malade, InterÉditions.

Excellente nouvelle : si ça marche pour contrer l'agressivité, ça fonctionne aussi pour induire les bonnes intentions et forcer l'autre au respect. Exemple : en négociation chez un commerçant, si vous mettez de la rondeur et de la délicatesse dans vos gestes en déplaçant vos lunettes ou en lui souriant, vous créez les conditions d'une relation déferente. .

2. Se redresser.

C'est toujours les jours de petite forme que l'on vous marche sur les pieds. «Il s'agit d'un comportement très animal, explique le psychiatre Stéphane Clerget, auteur de Osez vous faire respecter !, Albin Michel. Les mammifères s'attaquent aux faibles, aux malades et à ceux qui se présentent la tête basse». Pour éviter de réveiller l'esprit de meute,



Mai 2019, Beni, Grand Nord, soldats FARDC. AHUGH KINSELLA CUNNINGHAM/EPA/MAXPPP.

mieux vaut donner l'impression d'exister, en soignant votre image : votre coupe de cheveux, votre tenue, votre confort. Soyez à l'écoute de vos besoins, vous dégagerez plus d'assurance et vous imposerez. Votre posture : comportez-vous en «femelle dominante». Adoptez une attitude stable, pieds ouverts, dos droit, tête haute. Regardez les gens pour établir un contact. Il suffit parfois d'un sourire ou d'un geste pour se faire un allié.

3. Protéger sa vie privée.

Tout dire de soi, c'est très tendance chez les people. Néanmoins, méfiance. En livrant ses petits secrets aux autres, on leur laisse croire qu'ils ont toute légitimité pour nous juger, voire prendre du pouvoir sur nous...

Conclusion : «Avant de tout déballer sur votre insupportable belle-mère, choisissez bien celle à qui vous allez vous confier avant de préciser ce que vous attendez d'elle : une écoute parce que vous avez besoin de vider votre sac ou un véritable conseil parce que vous hésitez entre deux attitudes», explique Isabelle Benech, conseil en communication. N'oubliez pas : quand le

cadre est posé, les limites s'imposent d'elles-mêmes...

4. Imposer son bon droit : « Si la pipelette du guichet de la poste vous ignore, préférez raconter son week-end à une collègue désœuvrée, vous êtes en droit de vous plaindre », précise Stéphane Clerget. N'hésitez pas à lui faire remarquer que vous êtes là avec votre recommandé. Il faut parfois être ferme. Rien ne justifie que l'on vous ignore ni que l'on vous fasse subir des humiliations.

5. Aider sans assister.

Le respect, on ne peut pas l'exiger des autres. Asséner à son ado : «Je suis ta mère, alors tu me respectes ! » risque surtout de renforcer sa mauvaise volonté. Technique plus efficace pour obtenir son adhésion : «L'encourager à se respecter davantage lui-même», conseille Jean-Louis Fel, conseil en efficacité personnelle et professionnelle, dans Bien dans sa peau sans vouloir celle des autres, Dunod. En n'hésitant pas à lui faire confiance, en lui posant des questions sur sa vision des choses, en le laissant trouver ses propres solutions et en lui proposant votre aide, en cas de besoin.

6. Savoir dire stop.

Dans un couple, l'irrespect est à craindre si l'un des deux pense qu'il faut tout accepter par amour. L'acte de mariage ne stipule-t-il pas que le respect mutuel est de mise entre époux ? Votre mari vous fait une remarque déplacée ? «Renvoyez la balle dans son camp en posant une question du type «Qu'est-ce qui se passe?» ou «Tu te sens agacé?»», suggère la psychothérapeute Catherine Deshays, Trouver la bonne distance avec l'autre, InterÉditions. Et laissez-le grogner sans attendre de réponse, ce qui vous évitera de tomber dans une relation de dépendance ou de vous enfermer dans le piège des explications. En cas d'écart de langage ou de comportement, la priorité est d'y mettre un terme. Grâce à votre question, l'agressivité qu'il exprime devient son problème. S'il est soucieux de vos relations, il réagira intelligemment.

7. Exprimer sa pensée.

Quelques-unes d'entre nous se plaignent de ne pas être considérées comme des interlocutrices capables d'avoir un point de vue... que leur passivité empêche d'exprimer. «Sortir de l'inertie per-

mettrait à certaines femmes de gagner en respect, affirme le psychothérapeute Alain Hénil, Aimer. S'aimer soi pour mieux aimer l'autre, Marabout. Mais, pour y parvenir, elles doivent d'abord s'autoriser à exprimer leurs pensées, que celles-ci soient complémentaires, opposées ou juste originales et pertinentes». Vous avez des valeurs ? Défendez-les ! On gagne le respect des autres en affirmant le respect que l'on a de soi.

8. Répondre aux attentes légitimes.

Au boulot, soignez la forme pour faire grimper votre cote de respectabilité. Arrivez à l'heure à vos rendez-vous, tenez vos engagements, planifiez votre travail, mettez de l'ordre dans vos affaires... Sachant que l'on vous juge sur votre rigueur, n'oubliez pas que trop de fantaisie dans un contexte inadapté risque de vous attirer une réputation d'électron peu fiable ou ingérable. «Être attentive à la sensibilité de ceux que vous côtoyez 35 heures par semaine afin de vous ajuster à leurs attentes légitimes est un bon moyen d'obtenir leur respect», préconise Jean-Louis Fel.

9. Éduquer sa progéniture.

Votre fils emprunte vos affaires, fouille dans votre sac, s'invite dans votre chambre sans frapper, autant de comportements inacceptables qui peuvent s'améliorer en jouant sur trois leviers, analyse Stéphane Clerget. L'aider à prendre conscience de ce qui peut être désagréable pour les autres. Penser que laisser un carrelage trempé dans la salle de bains peut être déplaisant pour les suivants est une démarche active, qui ne va pas de soi. Être attentive au respect que vous lui portez : fouiller dans son cartable, répéter ses secrets, ne pas tenir ses promesses ou se promener nue devant lui malgré sa gêne... C'est lui donner l'impression qu'on le considère comme quantité négligeable et de s'exposer à la réciprocité. Se montrer pleine de délicatesse avec les autres devant lui et encore plus avec son père, auquel il s'identifie.

Les forces nucléaires russes en alerte

Lire l'article en page 20.

THE **SOFT**

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1608 | VENDREDI 10 MAI 2024 | 20 PAGES €7 \$8

**Quelle
réponse**

**S'il faut en reculer l'échéance,
allons à la réponse pour l'honneur**



Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse contre le Rwanda, il faut aller à la réponse. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Quelle réponse contre le Rwanda

Mille fois, le Président de la République a usé de mots forts, inattendus par le Congo à l'égard du Rwanda. Lors de la campagne électorale à son meeting à Bukavu, à la frontière rwandaise, comme dans la Capitale Kinshasa, en fin de campagne, lors du meeting, il s'est poussé plus loin encore. A Bukavu, il avait traité publiquement Paul Kagame d'Adolf Hitler lui promettant le sort réservé au chancelier de l'Holocauste.



La puissance de feu inspire le respect. Seule la puissance fait face à la puissance. DR.

À Kinshasa, il avait juré qu'à la moindre escarmouche, il déclarerait la guerre au Rwanda après avoir sollicité et obtenu l'autorisation des deux Chambres législatives ; qu'il n'avait nullement besoin d'envoyer des troupes au sol puisque les FARDC, grâce à une nouvelle puissance de feu acquise, pouvaient désormais frapper le Rwanda depuis le Congo. Lors de son tout récent déplacement en Europe, en Allemagne, en France, en Belgique, le Chef de l'État n'a pas été plus tendre à l'égard du régime rwandais. Sur la chaîne allemande DW, la Deutsche Welle, dans une interview au quotidien conservateur français Le Figaro, à la chaîne commerciale conservatrice française LCI, face au journaliste de père iranien et de mère suisse, Darius Rochebin, certainement le plus suivi des chaînes de télévision françaises en continu, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est resté très coriace même s'il a fait savoir que contacté par des partenaires de son pays, il avait décidé de donner

une chance - mais « la dernière » - à la paix. Sur la DW, sur une rencontre éventuelle avec Kagame : « Il y a maintenant une tentative que nous, nous estimons être de la dernière chance. Et moi (...), je donne la chance à la paix. Le plus possible ». Au Figaro, sur la guerre avec le Rwanda : « Bien sûr, qu'une guerre est possible, je ne vous le cache pas. Mais je veux reculer cette échéance le plus loin possible car je préfère mettre toute notre énergie et nos richesses au profit du développement des 145 territoires de la RDC plutôt que dans l'effort militaire ». Pays agressé depuis trente ans par ses voisins, en tête le Rwanda (deux marches sur la Capitale, la première de l'AfIdl de 1996 à 1997, la deuxième du RCD de 1998 à 2006 qui tenta en vain de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, plusieurs groupes armés pro-rwandais, CNDP, M23, AFC), conflit qui a fait dix fois plus de morts au Congo que le génocide rwandais, 7 avril-17 juillet 1994, le président de la République peut-il/ va-t-il passer de la parole aux actes ? Certes, il faut se remémorer ses paroles ci-après : « Moi, je

donne la chance à la paix. Le plus possible ». Lors des rencontres avec ses compatriotes à Kigali et devant d'autres instances, Paul Kagame se moque du Congo dans ses prises de parole publiques. Il déclare que des dirigeants qui ne savent/ne peuvent pas donner à manger et à boire à leur population, comment sauraient-ils attaquer un autre pays et avec quels moyens, suscitant des ovations.

LA CRÉDIBILITÉ MISE EN DOUTE.

Si le Congo est de loin naturellement plus riche que le Rwanda - son sol, son sous-sol, son étendue géographique, sa population - même s'il est connu comme le pays qui mit fin à la première offensive de l'alors groupe armé rebelle rwandais, le FPR, Front Patriotique Rwandais, venu de l'Ouganda pour s'emparer du pouvoir à Kigali aux mains des Hutus majoritaires dans le pays, neutralisant le chef du FPR, Fred Rwigema, dès le deuxième jour du lancement le 1er octobre 1990 d'une offensive qui marque le début de la guerre civile rwandaise, le Congo dispose-t-il aujourd'hui de la même puissance militaire

qu'en 1990 ? La mort dans les combats de Fred Rwigema, né Emmanuel Gisa, l'un des fondateurs du FPR, considéré au Rwanda comme un héros, fut une tragédie pour les rebelles Tutsis. Le FPR/APR s'arrêta net, reparti d'où il était venu mais en rappelant des États-Unis, sur ordre du président ougandais Yoweri Museveni, l'alors jeune Tutsi Paul Kagame qui stoppait son stage de commandement militaire à Fort Leavenworth, au Kansas. Des biographes du dirigeant rwandais renseignent que porté à la tête du FPR, Kagame connut des victoires comme des défaites. S'il négocie les accords d'Arusha, en Tanzanie, avec le pouvoir Hutu en vue de mettre un terme à la guerre civile, il opte pour la stratégie de fight and talk (faire la guerre et le dialogue en même temps). Peu avant ces négociations et alors qu'il se rend mi-septembre 1991 à Paris, Kagame est arrêté pour terrorisme. Il revenait d'une réunion avec deux conseillers du gouvernement français en charge de questions africaines à l'Élysée, Jean-Christophe Mitterrand et Paul Dijoud. « Les accompagna-

teurs du major Kagame, qui circulaient avec des valises de billets, s'étaient fait repérer par la police et ont été arrêtés, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti, puis libérés le soir après l'intervention du ministre des Affaires étrangères », confie Paul Dijou. Paul Kagame affirme que ce conseiller de l'Élysée l'avait averti que s'il n'arrêterait pas les combats au Rwanda, tous les siens seraient massacrés. Mais l'attentat en 1994 contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, de retour des négociations que le progrès du FPR vers la victoire militaire et cela survient malgré un nombre d'hommes inférieur (15.000 contre 50.000 pour le pouvoir) et des moyens militaires plus limités. Cet épisode de l'histoire du Rwanda, le fight and talk, des menaces occidentales qui n'empêchent pas la prise du pouvoir, fonde-t-il la stratégie rwandaise au Congo ? Comment expliquer qu'alors que deux Capitales parmi les plus importantes à Kigali, Paris et Washington, changent de ton en montant en première ligne contre la guerre au Kivu, que les militaires

rwandais continuent d'être présents sur le territoire congolais aux côtés du M23 et de l'AFC et que, pire, ils viennent à larguer des bombes trois fois de suite à ce jour dont les plus tragiques sont celles lâchées le 3 mai sur Mugunga, dans la périphérie de Goma, sur un camp de déplacés de guerre, tuant trente-cinq personnes dont des enfants, en blessant une trentaine ? Comment un pays qui vit de l'aide internationale peut-il continuer à boucher ses oreilles face à ses pairs africains et face aux États-Unis ? Après l'attaque de Mugunga, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller a accusé nommément des forces armées rwandaises, l'armée régulière, ainsi que le M23 pro-rwandais. « The U.S. strongly condemns the attack today from Rwanda Defense Forces and M23 positions on the Mugunga camp for Internally Displaced Persons in eastern Democratic Republic of the Congo. It is essential that all states respect each other's sovereignty and territorial integrity ». - Matthew Miller, @StateDeptSpox, May 3, 2024. Jamais auparavant, Washington n'avait aussi précisément fait mention d'une implication directe du régime de Kagame dans la guerre au Congo. Cela en dit long sur la suite des événements ? Certes, la porte-parole de Kagame, Yolande Makolo, a reçu les mots du pouvoir en qualifiant la déclaration américaine de « ridicule » et d'« absurde » attribuant ces bombardements aux rebelles Hutus des FDLR, et aux milices Wazalendo qui, explique-t-elle, sont soutenues par les forces armées congolaises. « This is ridiculous Matthew, how do

you come to this absurd conclusion ? The RDF, a professional army, would never attack an IDP camp. Look to the lawless FDLR & Wazalendo supported by the FARDC, for this kind of atrocity », @YolandeMakolo May 4, 2024. Viendra, viendra pas cette réponse militaire musclée de Kinshasa ? Qu'elle mette du temps ou pas, et même si la paix est préférable à la guerre, une vérité s'impose aux yeux de tous : aucun Congolais ne comprend/ne comprendra une absence de réponse de Kinshasa. Tout dans la vie est question de puissance. Que cela prenne du temps ou pas. Mais on ne frappe pas partout. Pas n'importe où. Pas n'importe comment. Pas n'importe quand. Le droit international veille. S'il faut frapper, il faut s'assurer de tout, disposer d'alliés. C'est le cas d'Israël à Gaza. Il y a occasion et opportunité. Reste cette phrase de Macron prononcée le 4 mars 2023 à la conférence de presse commune du Palais du Peuple avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Qui glace le sang... « Depuis 1994 - pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez jamais été capables de restaurer la souveraineté ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. Une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur, dans cette affaire ». Macron n'est pas le seul dirigeant du monde à penser ainsi. Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse, il faut aller à la réponse.



Fatshi au dîner de la Maison Blanche

Lire en page 20.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1568 | LUNDI 12 DÉCEMBRE 2022 | 20 PAGES €7 \$8

Rwanda Guerre de trop



À la suite d'une diplomatie offensive du président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et de la mobilisation de la société civile du pays, qui condamnent l'hypocrisie et la complicité de la communauté internationale en la couvrant de honte, l'extérieur, peu à peu, semble en train de bouger. P 2.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

« »
Æ

Rwanda, la guerre du M23 est de trop

Nul doute, la guerre du M23 est une guerre de trop pour le Rwanda. Le général-président Paul Kagame en a fait des guerres depuis son retour précipité d'un stage de commandement militaire aux États-Unis, à Fort Leavenworth au Kansas, après qu'un contingent de l'armée de Mobutu, volant au secours du président Hutu Juvénal Habyarimana, stoppa la première invasion de l'APR, l'Armée Patriotique Rwandaise, l'aile militaire du FPR, le Front Patriotique Rwandais, fondé dans les années 1980 par des exilés Tutsis arrivés en Ouganda depuis 1959, et abattu le 2 octobre 1990, dès le lendemain de l'offensive de l'APR, l'homme qui est célébré à Kigali, Fred Rwigyema.

C'est le vaillant militaire zaïrois, surnommé « le Tigre », sorti en 1978 de l'école spéciale militaire française de Saint-Cyr, Donatien Mahele Liéko Bokungu, qui sauta sur Kolwezi pour reprendre la ville aux mains des rebelles, qui fit feu dans les bananeraies rwandaises. Après ce cuisant échec, le FPR dut refaire ses calculs. Le parrain ougandais Yoweri Museveni rappelait en Ouganda le vieil ami de Rwigyema, Paul Kagame. L'actuel président du Rwanda avait rejoint dès ses 22 ans, en 1979, les maquisards ougandais venus de Tanzanie qui allaient porter au pouvoir Museveni. Soutenue politiquement, économiquement et militairement par les États-Unis, la NRA, National Resistance Army, combattait Idi Amin Dada. Les réfugiés rwandais dont Kagame, font partie du noyau de cette rébellion qui renversa en 1985, Milton Obote, puis, en 1986, le président Tito Okello. Après le coup d'État de la NRA en 1986, c'est avec eux que Museveni s'empara du pouvoir à Kampala. Plusieurs de ses compagnons d'armes rwandais deviennent officiers de l'UPDF, la nouvelle armée ougandaise. Major, Kagame est directeur adjoint des services de renseignement militaire de l'UPDF. Après l'attentat contre l'avion de Habyarimana qui déclenche le génocide, le FPR et Kagame prennent le pouvoir à Kigali. Le Hutu Bizimungu est président mais l'homme fort est le vice-président et ministre de la Défense, Paul Kagame.



Au sein de la Communauté internationale, la diplomatie offensive commence à porter ses fruits. DR.

En 1996, Kagame soutient l'invasion du Zaïre, renverse Mobutu en 1997, combat Laurent-Désiré Kabila puis le fils de celui-ci, Joseph Kabila. De 1998 à 2003, lors de la «deuxième guerre mondiale africaine», Kagame soutient plusieurs groupes rebelles. En 2000, après la démission de Bizimungu, Kagame a pris les commandes du Rwanda. Il est réélu en 2003, en 2010 et en 2017. À l'international, il use du génocide pour se légitimer. Il brandit la croissance économique, la stabilité, la réduction de la corruption. Est-ce suffisant pour continuer à mener des guerres et se maintenir au pouvoir à vie ? La guerre du M23 et les dégâts humanitaires qu'elle provoque semblent ouvrir une nouvelle page.

À UN TOURNANT.

À la suite de la diplomatie de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui, à force de condamner l'hypocrisie et la complicité de la communauté internationale, de la couvrir de honte, face à la mobilisation de la société civile qui pousse les Nations Unies à publier des rapports, face aux médias qui parlent de « répression mondiale », de « serment de loyauté forcé » imposé à la diaspora rwandaise, aux menaces d'enlèvement et de disparition qui pèsent sur celle-ci - cas de l'ambassade de Londres révélé par la BBC -, la communauté internationale n'est-elle pas à un tournant ? Quand on suit les débats aux Nations-Unies, n'y voit-on pas une évolution ? Des mots comme ceux prononcés par le président congolais samedi 10 décembre 2022, lors du discours sur l'état de la Nation, ne commencent-ils pas à parler ?

«Le Congo est victime d'une agression sans équivoque par le Rwanda» ; «notre pays fait l'objet d'une agression lâche par le Rwanda, sous couvert

du mouvement terroriste du M23 avec pour conséquence directe, un drame humanitaire qui expose des millions de nos compatriotes à une situation d'errance et de précarité» ; «des centaines d'hommes, femmes et enfants (sont) lâchement assassinés à Kishishe, dans le Nord Kivu, par les terroristes du M23 avec la complicité du Rwanda» ; «notre pays est, depuis des décennies, le théâtre de plusieurs conflits armés attisés par des forces négatives, entraînant des violences insoutenables sous toutes les formes, ainsi que le pillage systématique de nos ressources naturelles, dans l'indifférence quasi totale de la Communauté Internationale». Le président dénonce «la résurgence des velléités expansionnistes du Rwanda, sous couvert du M23».

Ci-après en intégralité le discours du Président de la République sur l'état de la Nation :
Honorable Président de l'Assemblée Nationale, Honorable Président du Sénat, Honorables Députés nationaux et Sénateurs, Distingués invités, Mesdames et messieurs, Mes très chers compatriotes, Conformément aux dispositions de l'article 77 de la Constitution, je rendais compte, il y a un an, au peuple souverain à travers l'auguste assemblée de ses élus réunis en Congrès, des moments clés qui ont ponctué la marche de la Nation au cours de l'année 2021, dans un contexte sécuritaire particulier, marqué par la proclamation de l'état de siège dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri.

Une année après, alors que nous présagions un avenir meilleur, c'est-à-dire, la résolution de la crise sécuritaire qui sévissait dans cette partie de notre territoire national, c'est avec tristesse que nous constatons son aggravation au grand

dam de nos populations. Cette fois, alors que je me fais l'agréable devoir de me soumettre à nouveau à cet exercice constitutionnel de situer la Nation sur les événements qui ont jalonné l'année civile qui s'achève tout en traçant le chemin à venir, notre pays fait l'objet d'une agression lâche par le Rwanda, sous couvert du mouvement terroriste du M23 - avec pour conséquence directe, un drame humanitaire qui expose des millions de nos compatriotes à une situation d'errance et de précarité. C'est donc dans ce contexte particulier exigeant de nous responsabilité, solidarité et cohésion que je rends un hommage appuyé à toutes celles et ceux de nos compatriotes qui nous ont quitté au cours de cette année. Il s'agit notamment de centaines d'hommes, femmes et enfants lâchement assassinés à Kishishe, dans le Nord Kivu, par les terroristes du M23 avec la complicité du Rwanda, et d'autres compatriotes pour avoir défendu et servi la patrie jusqu'au sacrifice suprême. En leur mémoire, je vous prie de bien vouloir vous lever afin d'observer, ensemble, un moment de recueillement. Je vous remercie.

Honorables Députés nationaux et Sénateurs, Mes très chers compatriotes, J'aimerais rendre compte des progrès enregistrés dans la réalisation de mes engagements contenus dans le Programme d'Action du Gouvernement 2021-2023, dont l'objectif ultime est de concourir à l'avènement d'un État fort, prospère et solidaire autour des axes prioritaires y déclinés entre autres: la restauration de la paix et de la sécurité, le renforcement de l'autorité de l'État, la relance de l'économie nationale, l'assainissement de la gestion des finances publiques, la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, la protection de l'environnement, l'amélioration qualitative des conditions de vie des populations, la Couverture Santé Universelle, la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base, l'autonomisation de la femme ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

Honorable Président de l'Assemblée nationale, Honorable Président du Sénat, Honorables Députés nationaux et Sénateurs, Distingués Invités, Mes très chers Compatriotes, Il n'est un secret pour personne que l'Est de notre pays est, depuis des décennies, le

théâtre de plusieurs conflits armés attisés par des forces négatives, entraînant des violences insoutenables sous toutes les formes, ainsi que le pillage systématique de nos ressources naturelles, dans l'indifférence quasi totale de la Communauté Internationale. C'est dans ce contexte que j'ai proclamé le 3 mai 2021, l'état de siège dans les deux provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, afin de vaincre définitivement cet état de fait qui met à mal nos efforts de développement. Cependant, alors que les résultats engendrés par l'état de siège se faisaient des plus encourageants, l'année 2022 a été le témoin de la résurgence des velléités expansionnistes du Rwanda, sous couvert du M23. Face à cette agression, deux options étaient retenues, à savoir, la résolution du conflit par la voie du dialogue ou, en cas d'échec, la riposte à la menace par l'action coordonnée de nos Forces de Défense et de Sécurité.

En ce qui concerne la première option, un effort considérable avait été fourni sous l'impulsion des Chefs d'État des pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est, dans le cadre du Sommet organisé à Nairobi le 20 juin 2022. À l'issue dudit Sommet, il a été signifié d'abord, aux groupes armés locaux, la cessation immédiate des hostilités les engageant ; ensuite, aux groupes armés étrangers, leur départ du territoire national ; et enfin, spécifiquement au M23, le retrait de ses troupes des territoires qu'il occupe. Par ailleurs, une force régionale composée de troupes des États membres de la Communauté d'Afrique de l'Est se déploierait dans la zone de conflit et procéderait au désarmement des groupes armés locaux et étrangers réfractaires. Je me dois de vous confirmer que les premiers contingents de cette Force régionale ont foulé le sol congolais.

Dans le même ordre d'idées, sous les bons offices du Président angolais, Son Excellence Monsieur Joao Lourenço, Médiateur désigné de l'Union Africaine, avec l'appui de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs ainsi que des Nations Unies, une tripartite s'est tenue à Luanda le 6 juillet 2022.

La feuille de route qui en est sortie préconisait primo, la cessation des hostilités et le retrait du M23 des positions qu'il occupe, secundo, la création d'un mécanisme ad hoc de vérification et d'observation entre la République Démocra-

(suite en page 3).

La guerre au Kivu, la stratégie gagnante

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1614 | LUNDI 15 JUILLET 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Sauvé par son destin



Il se couvre l'oreille, aux premiers coups de feu ; couché au sol, protégé par les membres des services secrets, un filet de sang qui coule sur son visage ; debout, poing levé à ses partisans, ses gardes du corps autour de lui, l'oreille droite en sang. Événement dramatique qui renforce encore plus sa popularité. DR



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La stratégie gagnante de la guerre au Kivu

Lorsque le 18 janvier 2001, ils font feu sur le président Laurent-Désiré Kabila, à Kinshasa, dans son bureau, à sa résidence, alors qu'il s'y trouvait en réunion avec un collaborateur, officiers et soldats rwandais au front, aux côtés des rebelles congolais du Rcd-Goma, étaient à Pepa, localité située à une centaine de kilomètres de Pweto, non loin du lac Tanganyika, à un jour de marche de la deuxième ville du pays ! À l'annonce du décès du président congolais, soldats rwandais et rebelles congolais se jettent mécaniquement en direction de Lubumbashi, à 500 kms de là, convaincus que l'affaire était désormais terminée, que la deuxième guerre mondiale africaine avait pris fin, que le Rwanda venait de gagner une seconde fois, une guerre au Congo !

Pourtant, peu après la nouvelle de la mort de Kabila annoncée, Paul Kagame reçoit l'ordre de la première puissance du monde de ne pas laisser ses troupes avancer vers la deuxième ville du Congo, d'arrêter les combats à Pepa et de voir venir les événements. L'ordre de Washington est si strict que pour s'assurer de son exécution sans faille par ses hommes, Paul Kagame fait atterrir dans la précipitation sur la localité congolaise, Pepa, dans l'heure qui suivait l'annonce de ce décès, le membre le plus puissant de son dernier carré, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, l'un des fondateurs du FPR, le Front Patriotique Rwandais, aujourd'hui en exil, à l'époque chef d'état major de



Quand le Congo prendra conscience de sa puissance. DR.

l'armée rwandaise, APR, l'Armée Patriotique Rwandaise aujourd'hui RDF, Rwanda Defence Force. Sur le front, trouble et incompréhension. Les mêmes questions dans toutes les bouches.

«Qu'est-ce qu'il s'est passé derrière nous, depuis? Qu'est-ce qui a changé? Pourquoi nous demande-t-il de ne plus avancer alors que le pouvoir est à portée de main? Que nous veut-il?»

L'assassinat de Laurent-Désiré Kabila a fait ouvrir des portes aux Occidentaux ! Dès son installation à la tête du pays, le nouvel homme, fils de Laurent-Désiré Kabila, choisi par les Occidentaux, prend littéralement un chemin autre que celui qu'avait emprunté son père. Il commence par béatifier le facilitateur du dialogue inter-congolais, l'ancien président du Botswana, Ketumile Joni Masire dit Quett Masire, invité dans la Capitale, reçu par le nouveau président quand Kabila père lui avait fait ériger un infranchissable mur. Le dialogue s'ouvre le 15 octobre 2001 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il aboutit à Pretoria à l'Accord global et inclusif, signé le 2 avril 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. L'accord donne lieu à un régime 1+4 inattendu, fait incorporer dans l'armée régulière des forces de toutes les rébellions, MLC, RCD-Goma, RCD-ML. L'arrêt par Kagame des combats à Pepa donne une

indication claire sur les réalités du Rwanda. L'ordre d'arrêter les combats est venu des Occidentaux, signe de la dépendance existentielle du Rwanda vis-à-vis des Occidentaux.

Le Rwanda trop pauvre par son potentiel, son économie sinon son existence dépend étroitement de l'aide occidentale. La moitié de son budget est financée par l'aide extérieure. Il est dès lors difficile qu'une injonction occidentale ne puisse être suivie sauf à accepter de faire courir au « pays des mille collines » le risque d'un retour à l'âge de la pierre, ce que ne peut se permettre Kagame dont l'ambition affichée par sa propagande ou sa communication, est de passer pour un pays modèle dans la gestion au point d'afficher des taux de croissance hors normes (plus de 8% en 2023), de se faire élire et réélire à la soviétique sans que cela n'émeuve personne en Occident dans un pays à majorité hutue. L'essentiel, explique-t-on, c'est la paix, l'ordre, la stabilité ! Disons-le. Face à Kigali, Corneille Nangaa Yobeluo est le nouveau Laurent-Désiré Kabila, le nouveau Ernest Wamba dia Wamba, le nouveau Dr Emile Ilunga Kalambo, le nouveau Adolphe Onosumba Yemba. Un Congolais de service, sans existence, à exploiter et à lâcher sans explication dès que l'ordre tombe ! Si le Congo fait aujourd'hui face

à d'énormes défis dans la conduite de la guerre que lui mène le Rwanda, le pays est connu comme celui qui infligea une cuisante défaite à la rébellion tutsie du FPR lors de sa première tentative de prendre le pouvoir à Kigali. Sous Mobutu, l'ex-Zaïre, avec le général Donatien Mahele Lieko Bokungu à la tête d'un contingent des FAZ contribua, le moins que l'on puisse dire, le 2 octobre 1990, soit dès le lendemain de l'entrée du FPR au Rwanda, en venant de l'Ouganda, à la mort dans les bananeraies, du chef historique du FPR-APR, Fred Gisa Rwigema, de son vrai nom Emmanuel Gisa.

DU MAUVAIS TEMPS À KIGALI.

Certes, des versions diverses circulent sur ce décès. Il n'empêche ! Cette mort de l'homme qui fut le garde du corps de Yoweri Kaguta Museveni lors de ses opérations militaires parties de la Tanzanie et qui est nommé vice-ministre de la Défense à Kampala, à la prise du pouvoir par Museveni, fut l'œuvre du contingent zaïrois dépêché par Mobutu auprès de l'armée de son ami, le président rwandais, le Hutu Juvenal Habyarimana. Partant des réalités existentielles du Rwanda, le Congo d'aujourd'hui peut déployer une stratégie gagnante qui ferait plier cet « homme fort de Kigali ». Une stratégie d'anéantissement sinon d'affaiblissement de l'économie et donc des finances de ce pays. Le contexte international actuel s'y prête avec cette multiplication des mauvaises nouvelles. Le hasard n'existe pas, dit-on. Il est évident que depuis peu, Kigali croule sous du mauvais temps. Il y a le gel par l'Union Européenne de 20 millions d'euros à la RDF pour son intervention à Cabo

Delgado, au Mozambique. « L'UE ne peut pas apporter une assistance financière (au Rwanda) qui sera aussitôt injectée dans le financement des violences dans le Nord-Kivu », déclare un diplomate européen. Cette contribution financière ne sera pas versée au Rwanda qui, au lieu de se concentrer sur le développement de son territoire, exporte et entretient la terreur sur le sol congolais. Jusqu'où ira l'UE qui paraît s'acheminer vers de nouvelles sanctions contre Kigali pour son soutien au M23? Autre mauvaise nouvelle, l'arrivée au 10, Downing Street du Labour qui a conduit le nouveau premier ministre britannique, après son raz de marée électoral, à annuler le contrat sur les migrants. Keir Starmer a confirmé la fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda. Le 6 juillet, le chef du Labour a annoncé, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda - « pays vanté mais non sûr pour les demandeurs d'asile », était « morte et enterrée ». Du coup, les sommes colossales que Kigali attendait de cet accord (432 millions d'euros comme coût de la procédure de demande d'asile au Rwanda, 140 millions d'euros supplémentaires si plus de 300 migrants étaient renvoyés au Rwanda, 151.000 livres prévues pour l'intégration de la personne renvoyée au cas où celle-ci resterait au Rwanda, etc.) partent en fumée quand la polémique enfle pour savoir s'il faut retourner ou pas les énormes sommes déjà perçues par Kigali. Qu'attendre de Paris avec le changement de la politique étrangère française que va porter le futur gouvernement français

et surtout de Washington qui ne met désormais aucune réserve dans son récit pour désigner nommément le Rwanda dans la guerre à l'Est du Congo ? Le 5 décembre 2022, dans un appel téléphonique, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a « dit clairement que tout soutien externe à des groupes armés non-étatiques en RDC doit cesser, y compris le soutien du Rwanda au M23 », en a rapporté officiellement le porte-parole du département d'État, Ned Price. Le 5 février 2024, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa diffuse un communiqué. « Nous avons fermement appelé tous les groupes armés non-étatiques, y compris le M23 sanctionné par les États-Unis, à cesser les hostilités et à déposer les armes (...). Nous appelons de nouveau le Rwanda à cesser de soutenir le M23 et à immédiatement retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais, étant donné que leur appui à ce groupe armé n'a servi qu'à déstabiliser davantage l'est de la RDC ». Puis : Les États-Unis soulignent « depuis longtemps qu'il est primordial que tous les États respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun », ajoutant que « toute affirmation contraire est fautive ». Et ce tweet d'Antony Blinken du 7 avril 2024, jour de la commémoration des 30 ans du génocide rwandais, qui en dit long sur le virage de la politique américaine : « Nous pleurons le deuil des milliers de Tutsis, de Hutus, de Twas et d'autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible ». Réaction affligée de Kagame : « Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer

avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et, ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas chez nous ». À la question d'un journaliste, Kagame révèle qu'il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide. Les choses ne sont donc plus désormais les mêmes ! Certes, Kagame est et reste sur papier un allié des États-Unis. Certes, Kagame a sur papier des relations amicales avec nombre de dirigeants occidentaux. Reste que Kagame et son régime subissent désormais une pression qu'ils n'avaient jamais subie à ce jour suite à une implication militaire documentée dans les Kivu du puissant voisin économique, le Congo. Entre le Rwanda et le Congo, le choix est clair. On le sait, « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Quand les médias s'en mêlent avec le dossier planétaire « Rwanda Classified » qui a surpris Kigali, qui a activé ses réseaux étrangers avec une tribune riposte « Rwanda Classified », une faille journalistique? Reste que l'enquête « Rwanda Classified, au cœur de l'engrenage répressif du régime de Paul Kagame » menée par un consortium de 17 médias de onze pays dans le monde, a fait mouche, a interpellé les consciences. Que veut Kagame dont le pays n'a rien dans ses mains ? Quelles ambitions folles, démesurées nourrit-il ? Peut-il exister en continuant de tromper et de travailler pour d'autres? Et, si face au Rwanda, le Congo avait besoin d'autres armes pour lever la mise ?

KKMTRY

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Combien et quels véhicules dans ces cortèges prestigieux

Certains cortèges présidentiels constituent des événements pour les chefs d'État de présenter leur puissance. Quand d'autres présidents font plus simple avec une dizaine de voitures grand max, une catégorie choisit de miser sur une soixantaine de voitures omettant l'impact carbone de ces dernières.



Les modèles les plus présents dans les cortèges? «La classe S» blindée de la Mercedes-Benz S600 Guard ou Pullman. DR.

Les cortèges présidentiels sont devenus des rites luxueux et de propagande de puissance des chefs d'État. Dernièrement le cortège présidentiel du Président des États-Unis a fait couler assez d'encre lors de sa participation au débarquement de Normandie en France.

Ce cortège aurait provoqué plus de 400 kms de bouchon, car son passage a nécessité la fermeture d'une autoroute. Pourquoi donc les cortèges présidentiels sont aussi longs? Et qui détient le record du cortège présidentiel le plus long?

ÉTATS-UNIS VS RUSSIE.

Jusqu'ici, le record du plus grand nombre de voitures dans un cortège était détenu par le président de la Fédération de la Russie Vladimir Poutine. Il était le cortège le plus long et le plus sécurisé selon plusieurs sources automobiles. Vous y trouverez des voitures de luxe telles que des limousines blindées, des véhicules de protection, des ambulances, des fourgons de communications ainsi qu'un arsenal de véhicules dans lesquels vous trouverez des gardes solidement formés prêts à intervenir en cas d'incident. Mais ce record a été dépassé par le cortège récent du président américain Joe Biden en visite en France. Lors de son passage, la route A6 a été officiellement bloquée et

le cortège contenait plus de 70 voitures. Pendant cet événement, on a pu repérer la «Cadillac One» du président Joe Biden qui est appelé ainsi en référence à l'avion présidentiel Air Force One ainsi que l'hélicoptère Marine One. À noter que cette limousine «blindée» a été spécialement conçue pour les déplacements du président américain. Elle pèse 3,5 tonnes et porte comme surnom «The Beast» (la bête).

Pourquoi les cortèges de présidents sont aussi longs pour certains? Si les cortèges présidentiels outrepassent les règles de l'écologie, il y a probablement une raison, selon certaines sources. Car dans un cortège présidentiel, tout peut arriver quand on connaît la sensibilité de ce poste national. D'abord la sécurité, ensuite, la logistique, puis l'image et le prestige, enfin la complexité des déplacements. Allons-y au cas par cas : la sécurité. L'aspect sécuritaire resté le plus important. Un poste de guide suprême n'est pas à prendre à la légère. Il s'agit tout de même du représentant national de tout un peuple. Et quand on sait qu'il est très névralgique ce type de poste, il est important de miser sur la sécurité de celui-ci. Et plus encore, lorsque celui-ci est en déplacement dans un autre pays.



C'est d'ailleurs cette passivité sécuritaire qui est à l'origine de la première guerre mondiale à la suite de l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche, l'archiduc Franz Ferdinand, le 28 juin 1914 à Sarajevo. Ce n'est donc plus en vain que les cortèges présidentiels contiennent de plus en plus de voitures pour faire diversion et dissuasion. Lorsque la taille du cortège est longue, elle rend difficile la tâche d'identification du véhicule qui transporte le président. Enfin, pour ce qui concerne les voitures spécialisées (van, fourgon), elles jouent un rôle de brouilleurs de signaux, de détection d'explosifs et de technologie de communication sécurisée. Logistique. Vous

vous êtes demandé pourquoi une ambulance et pourquoi autant de voitures derrière la voiture du président? Tout ce ballet répond à un objectif logistique. Le président ne se sent pas si seul qu'il aurait besoin de tout ce monde. En effet, la présence d'ambulance vise à fournir les premiers soins d'urgence en cas d'incident. Aussi, les voitures de communication (les vans ou fourgons avec des satellites au-dessus) sont présentes pour transcrire une communication parfaite et anticipée. Et figurez-vous, toutes ces voitures sont interconnectées pour gérer convenablement les échanges. Enfin, le personnel est présent pour assurer assistance, sécurité, protection

et accompagnement. Image et prestige. Il y a aussi une communication de valeur, de prestige et surtout de puissance, d'hégémonie. Dans le conscient collectif, posséder une voiture est signe de luxe, de réussite et même de pouvoir ou d'autorité. En posséder deux voire 5, fait de vous une personne riche. Donc, le symbole est aussi là. Lorsque vous retrouvez une quarantaine, voire une soixantaine de voitures dans le cortège d'un président, cela démontre la puissance et l'importance de la position du chef de l'État. Et lors des visites à l'international, un cortège interminable d'un chef d'État envoie un message impactant de l'autorité du chef de l'État et assure sa

présence publique et médiatique forte. La complexité des déplacements. En politique on dit que les «murs ont des oreilles». Ce qui veut dire, tout ce qui est dit en privé dans la plus grande discrétion peut être dévoilé. En effet, un déplacement, un voyage, une visite d'État d'un président préparée secrètement peut être divulgué sur la place publique. D'ailleurs, il n'existe pas de secret concernant le déplacement d'un chef d'État. Et tous ces facteurs complexifient le déplacement du président de la République. Puisqu'il faut se préparer à toute éventualité. Ainsi, en cas d'imprévu, d'attaques préméditées, de menaces potentielles, de troubles publics, de rassemblements

publics, il faut recomposer le scénario du cortège pour éviter ou contourner les embuscades. C'est donc une autre raison qui nécessite autant de voitures dans le cortège d'un chef d'État.

CELLE QUE L'ON RETROUVE LE PLUS.

Quelle est la marque de voiture qu'on retrouve le plus dans les cortèges des présidents? Plusieurs marques de voitures composent généralement le cortège présidentiel. Et dans la plupart des cas, ce sont des marques de voitures propres au pays du chef de l'État en question. Au Royaume-Uni, il n'est pas rare d'observer des marques anglaises (Land Rover, Aston Martin, Mini, McLaren, Bentley, Jaguar, etc.) dans le cortège du Roi Charles III. En France, des marques françaises (Peugeot, Citroën, etc.), en Allemagne (Wolswagen, BMW, Opel, etc) et Russie (AvtoVaz, GAZ, KamAZ, etc). Malgré le succès de toutes ces marques de voiture, une autre fait l'unanimité sur le prestige, le confort, le luxe, la personnalisation, la sécurité, la fiabilité. Il s'agit de la marque allemande, la Mercedes-Benz. Les modèles les plus présents dans les cortèges sont notamment «la classe S», les variantes blindées telles que la Mercedes-Benz S600 Guard ou Pullman.



Ces fantasmes les plus courants

Le fantasme est aussi une forme de plaisir. Il se vit psychologiquement avant de se matérialiser. Chez chaque femme, au moins un fantasme est secrètement rêvé en attente de la personne qui saura combler ce désir. La sexualité féminine est beaucoup plus complexe dans la perspective où les femmes dans certaines sociétés, sont plus réservées au risque d'être considérées comme volatiles. C'était le cas en Europe notamment au XVII^e siècle avant la découverte de la femme au XVIII^e siècle. À cet effet, Laure Adler affirme dans son livre *Dictionnaire intime des femmes*, «avant, les femmes n'avaient pas d'orgasme, ou plutôt, elle n'y avait pas droit». En historicisant ainsi la sexualité féminine, Laure Adler touche un aspect important qui rappelle que la femme d'antan n'avait pas droit aux plaisirs sexuels. Son rôle était de subir les demandes incessantes de son homme, et de lui faire des enfants. Aujourd'hui, la femme n'est plus à ce stade historique sexuelle. La femme a de l'orgasme, elle peut l'atteindre et elle peut réaliser tous les fantasmes qu'elle désire. Il n'y a pas que les hommes. Qu'en est-il chez l'homme d'abord?

La sexualité masculine ne peut être racontée en une ligne. Elle couvre des milliers d'années. Si la sexualité masculine était considérée d'antan comme la virilité, le machisme, aujourd'hui, elle est en berne avec la parité des sexes.



Ces fantasmes chez l'homme et la femme qui montent tant la libido. DR.

Si l'homme d'hier avait des fantasmes machiavéliques et pouvait user de son machisme pour les réaliser, l'homme de notre ère doit les garder secrets, bien pour lui. Il pourra de toute façon révéler ses fantasmes avec celle qui le souhaite volontairement sans aucune forme de contrainte. Quels sont les fantasmes les plus courants chez les hommes ?

1. Le plan à trois ou le trio. Le trio est le fantasme le plus commun chez tous les hommes. Se retrouver dans une pièce avec deux femmes qui lui sont soumises, est une preuve de virilité, d'endurance et de puissance. À trois, l'homme se sent hautement masculin. Un jeu dans lequel il est le seul chef d'orchestre.

2. L'uniforme. Ils adorent les soumises qui sont à leur service. Avoir une femme en uniforme (police, gendarmerie, avocates, juges, blouse blanche, etc.) est un fantasme qui manifeste encore la virilité et la masculinité des hommes. Les sexothérapeutes affirment que voir les femmes en uniforme est un excellent vecteur d'excitation chez certains hommes. C'est le deuxième fantasme le plus courant chez les hommes.

3. Avec une inconnue.

Certains ne cachent pas ce fantasme de faire l'amour avec une parfaite inconnue. La raison évoquée est celle de l'absence de lendemain et de justification. C'est un instinct animal qui révèle encore une virilité et une masculinité chez certains hommes. Coucher sans lendemain procure une sensation de tranquillité et de paix, selon les experts en sexothérapie.

4. La secrétoire. Ce fantasme est un grand classique qui touche encore une fois plus la masculinité, la misogynie, la virilité, le machisme. L'homme par ce fantasme refoule cette société de parité en assignant un rôle d'infériorité hiérarchique à la femme. Avoir une femme soumise et entièrement à sa disposition un fantasme qui excite plus d'un.

5. Les célébrités. Certains fantasment sexuellement sur certaines célébrités (artistes, actrices, auteures, personnalité publique, influenceuses, personnalités politiques). Avoir des rapports sexuels consentis avec une telle célébrité confère un certain pouvoir, une gloire, une autorité.

6. Les lieux insolites. Plusieurs rêvent de faire l'amour dans des lieux très inso-

lites tels que les toilettes des aéroports, les toilettes publiques, les toilettes d'avions, de train, dans l'avion, dans une piscine publique, à la plage, dans une forêt ou en bordure de forêt, dans la voiture, etc. Tous ces endroits font fantasmer certains hommes qui évoquent comme raison principale «l'expérience».

7. Un luxueux espace. Ils fantasment à l'idée de faire l'amour dans un jet privé, sur un bateau de croisière, dans un palace. Le concept de faire l'amour dans un jacuzzi avec des petites lumières bleues tamisées. Ce fantasme révèle le côté gentleman, le pouvoir, la puissance et la sensation d'atteindre un sommet jamais égalé.

8. Un haut lieu. Sur une montagne, sur le toit d'un immeuble et au balcon du 5^e étage, ces lieux sont des endroits qui font fantasmer des hommes. La raison manifestée est celle de s'exhiber aux yeux des autres et de prouver sa virilité.

9. Les femmes dominantes. Sexuellement, certains hommes fantasment sur les femmes qui dominent au lit. Lui, le virile, prend le rôle de sujet au service de sa dulcinée. Les sexothérapeutes affirment que ce comportement est

très similaire à celui des sadomasos qui adorent se faire trimballer dans tous les sens par leur partenaire sexuel.

10. Les sadomasos. Cela peut paraître surprenant, mais, il existe bien des hommes masos. Ils adorent la brutalité, et tirent un plaisir jouissif lorsqu'ils sont brutalisés pendant un rapport sexuel.

11. Des orgies et des partouzes. Certains hommes adorent faire l'amour en présence d'autres couples ou d'autres personnes. Ce fantasme s'observe aussi chez une catégorie de la gent féminine. Pour ces hommes, c'est une forme de liberté, d'épanouissement, d'expérience et de satiabilité sexuelle. C'est pourquoi plusieurs hommes fréquentent les clubs échangistes et nudistes.

Qu'en est-il chez les femmes ?

Sur une plage. De plus en plus de femme rêve de faire l'amour sur une plage avec un soleil ou un ciel couvert d'étoile. Elles affirment qu'être surprises pendant l'acte augmente encore davantage le plaisir.

Dominer le partenaire au lit. Être dominante est un fantasme qui revient chez certaines femmes. Le rythme

est ce qui donne le punch à l'action. Le fait de donner l'ordre à son partenaire «reste allongé, détends-toi, je m'occupe de tout, laisse-moi faire, déplie ta jambe, ne bouge pas». La position idéale serait l'Andromaque.

Dans les lieux insolites. Les lieux insolites rêvés par les femmes sont notamment l'ascenseur, les toilettes publiques, les toilettes des trains, les toilettes d'avions, dans l'avion.

La raison invoquée par ces femmes reste la même, le désir de se faire surprendre pourrait occasionner certes de la gêne, mais cela augmentera le plaisir sexuel.

Avec une femme. Certaines femmes fantasment sur d'autres femmes qui peuvent être des collègues de travail, la coach à la salle, la prof de ski, une femme rencontrée dans un bar, lors des courses dans une grande surface, dans un restaurant, à la bibliothèque, au réfectoire, la voisine, en marchant dans la rue. L'amour saphique serait pour beaucoup une curiosité, un fantasme à réaliser absolument.

Avec deux hommes. Certaines femmes ne cachent pas ce désir d'un rapport consenti à trois avec deux hommes virils qui leur permettraient d'atteindre l'orgasme. Observer ces deux hommes se battre rien que pour elle augmente encore le plaisir.

Le fantasme de l'inconnu. Les femmes peuvent jeter leur dévolu sur un parfait inconnu avec qui elle souhaiterait réaliser tous les plaisirs durant une nuit. Lors d'une soirée chez une amie, lors d'un anniversaire, lors d'une sortie dans un bar, ces femmes peuvent choisir le parfait inconnu pour

une soirée intense. Ce type de relation est très éphémère et sans lendemain. Les femmes dans ces conditions veulent seulement coucher. Sans plus.

Le fantasme du voyeurisme. Ce concept d'observer un homme coucher avec une femme au-delà de l'aspect virtuel excite et développe du désir chez certaines femmes. Ce fantasme de voyeuse pousse certaines à fréquenter même les clubs échangistes et les clubs nudistes.

Le fantasme des Peoples. Les stars (artiste, sportif, footballeur, basketteur, boxeur, etc.) sont des gens qui font fantasmer des femmes. Lors des concerts de certains artistes, ces femmes leur balancent leurs culottes, signe de fantasme, de désir, d'amour inconditionnel. Ces femmes sont prêtes à tout risquer pour s'offrir une nuit arrosée avec leur célébrité favorite.

Le fantasme des sado-maso. Certaines femmes adorent faire l'amour brutalement. Elles désirent être dans une situation où elles sont dominées (exige que l'homme la tape, lui donne des paires de gifles, lui collent des fessées, lui inflige des coups). Cette violence est purement consentie et elles y trouvent du plaisir. Une souffrance qui augmente le degré de plaisir et pousse ces femmes à atteindre l'orgasme.

D'autres pratiques. Certaines désirent donner du plaisir et en recevoir à travers une fellation (bouche). Quant à d'autres, elles désirent plus que tout la sodomie. Cet organe est considéré comme une découverte pour certaines plus curieuses. Et, pour d'autres, c'est une expérience sexuelle qui leur donne plus de plaisir.

K. S. N'GUESSAN

Trump se déchaîne contre Kamala

Sur Fox News, la chaîne conservatrice la plus regardée aux États-Unis, il a déroulé ses arguments contre sa rivale Kamala Harris. Le candidat républicain à la présidentielle américaine, était mercredi 4 septembre l'invité de la chaîne d'informations conservatrice pour une interview en public, organisée dans l'un des principaux États clés de l'élection, la Pennsylvanie. L'ancien président a

saisi l'occasion pour réviser ses arguments contre sa rivale démocrate, Kamala Harris, à quelques jours d'un débat télévisé très attendu entre les deux protagonistes.

LA «CAMARADE COMMUNISTE». Et c'est l'une de ces interviews qu'il aime le plus : une entrée sur scène façon meeting politique, acclamé par son public galvanisé ; un plateau de Fox News délocalisé dans un État clé et des questions servies

par l'un de ses plus grands partisans, Sean Hannity, vedette du soir de Fox News. Dans cet État de Pennsylvanie, deuxième plus gros producteur de gaz et de pétrole du pays, le candidat républicain promet de relancer la production d'énergie fossile par la technique très contestée du «fracking». Cette méthode de la fracturation hydraulique consiste à injecter un fluide à très haute pression dans la roche pour en extraire les hydrocar-

bures. Cependant, de nombreuses réserves existent, notamment car ce procédé est très gourmand en eau et peut engendrer des secousses sismiques de petite ampleur. « Si (Kamala Harris) gagne, c'est la fin du fracking en Pennsylvanie. Imaginez-vous, 500.000 emplois, c'est votre plus gros secteur économique, et vous avez quelqu'un qui va interdire le fracking. Vous ne pouvez pas prendre ce risque, vous n'avez pas le choix, vous êtes obligés de

voter pour moi ! », déclare-t-il face aux spectateurs de l'État. Pendant près d'une heure, Donald Trump déroule sans entrave ses attaques contre sa rivale démocrate, la surnommant « camarade Kamala ». Pour lui, son adversaire serait donc une communiste qui plongerait les États-Unis dans le chaos économique. « Ce sera la crise de 1929 si elle gagne », assure-t-il, réutilisant ainsi le même argument que celui qu'il employait déjà en 2020 contre Joe Biden.

Au Kenya, une troisième athlète mondiale tuée brûlée par son mari

Déjà trois femmes athlètes mondiales ont été trouvées mortes, tuées par leurs maris ou leurs petits copains au Kenya. Au moins soupçonnés. Sans en connaître les raisons. La dernière de l'histoire est celle de la marathonnienne ougandaise Rebecca Cheptegei décédée, jeudi 5 septembre, des suites de ses brûlures, a annoncé le président du comité olympique ougandais, quatre jours après qu'un homme présenté comme son compagnon l'a immolée par le feu dans l'ouest du Kenya.

« Nous avons appris le triste décès de notre athlète olympique Rebecca Cheptegei à la suite d'une violente agression de son petit ami. Que son âme repose en paix et nous condamnons fermement la violence contre les femmes, a déclaré Donald Rukare, le président du comité olympique ougandais, dans un message sur X. Il s'agit d'un acte lâche et insensé qui a conduit à la perte d'une grande athlète. Son héritage perdurera ». L'athlète ougandaise de 33 ans, qui venait de participer au marathon des Jeux olympiques de Paris en août, était soignée au Moi Teaching and Referral Hospital, MTRH, de la ville d'Eldoret, dans l'ouest du Kenya, où elle se trouvait dans un « état critique » après avoir été brû-



De g. à dr., de haut en bas, la marathonnienne ougandaise qui vivait au Kenya Rebecca Cheptegei, l'athlète bahreïnienne d'origine kényane, Damaris Muthée Mutua, la jeune athlète kenyane Agnès Tirop. DR.

lée à « plus de 80% », selon les médecins. Un membre du personnel de l'hôpital avait déclaré la veille 4 septembre, sous couvert d'anonymat, que son état s'était aggravé, après avoir « développé une infection bactérienne de septicémie ».

BRÛLÉE PAR SON COMPAGNON.

Le drame s'est déroulé dimanche 1er septembre. Selon un rapport de police, rapporte l'Afp, le suspect identifié comme Dickson Ndiema Marangach s'est introduit dans la propriété de Rebecca Cheptegei vers 14:00 locale, alors qu'elle se trouvait à l'église avec ses enfants. La marathonnienne vivait avec sa sœur et ses deux enfants dans cette maison qu'elle avait fait construire à Endeless, localité à 25 kms de la frontière ougandaise, où elle s'entraînait à détaillé mardi son père Joseph Cheptegei, rencontré à Eldoret. À leur retour de l'église, son compagnon l'a arrosée d'essence et a mis le feu sous les yeux de ses enfants, deux fillettes âgées de 9 et



11 ans, selon le quotidien The Standard. Le rapport de police a présenté Rebecca Cheptegei et Dickson Ndiema Marangach comme « un couple qui avait constamment des disputes familiales ». Ces dernières années, plusieurs drames ont endeuillé le monde de l'athlétisme au Kenya. En avril 2022, le corps d'une athlète bahreïnienne d'origine kényane, Damaris Mutua, avait été retrouvé à Iten, célèbre lieu d'entraînement pour la course de fond sur les plateaux de la vallée du Rift. En octobre 2021, la prometteuse athlète de 25 ans Agnès Ti-

rop, double médaillée de bronze mondiale du 10.000 m (2017, 2019) et 4e des JO de Tokyo sur 5.000 m, avait été retrouvée poignardée à mort à son domicile d'Iten, haut lieu d'entraînement des sportifs kényans. Son mari Emmanuel Ibrahim Rotich est poursuivi pour meurtre. Il nie les accusations. Damaris Muthée Mutua avait été retrouvée morte le 19 avril à Iten. La police soupçonne son petit ami. Un meurtre qui faisait penser à l'assassinat, une année auparavant, de la coureuse de fond Agnès Tirop, dans cette même

ville, mondialement connue pour ses centres d'entraînement de haut niveau. Le corps sans vie de Damaris Muthée Mutua, 28 ans, avait été retrouvé par la police dans une maison dans la banlieue d'Iten. Les soupçons portent sur son petit ami, un coureur, lui aussi qui aurait fui le Kenya pour l'Éthiopie. Selon Tom Makori, le chef de la police dans le comté, la maison où avait été faite la macabre découverte était louée à son nom, et un voisin a déclaré l'y avoir vu encore peu avant le matin. « Nous avons lancé une chasse à

l'homme » pour le retrouver. Avant de revêtir le dossard du Bahreïn, Damaris Muthée Mutua avait remporté plusieurs médailles pour le Kenya lors des Jeux olympiques de la Jeunesse de Singapour en 2010 et aux championnats d'athlétisme junior d'Afrique de l'Est à Khartoum. Un meurtre qui rappelait le choc provoqué par le décès de l'athlète Agnès Tirop. Inculpé pour son meurtre, son mari en détention niait les accusations. Agnès Tirop a été enterrée dans son village familial, dans l'ouest du Kenya. La jeune athlète retrouvée morte le 13 octobre dans sa chambre à Iten. Plusieurs centaines de personnes étaient venues lui rendre hommage. Ses proches, mais aussi des politiques, des entraîneurs, des athlètes... Beaucoup arborant l'émblématique tee-shirt rouge de la fédération d'athlétisme kényane. Des pétales de fleurs lancées sur le cercueil. Et des éloges émouvants s'étaient succédés. Les sportifs évoquaient

le destin brisé d'une athlète prometteuse. Les larmes aux yeux, la coureuse Helen Obiri, mentor d'Agnès Tirop, avait déclaré avoir perdu « une héroïne ». Émotion aussi dans les rues de Nairobi, à plus de 300 kms du village familial, situé lui à côté du lac Victoria : « C'est très triste de voir une personne aussi jeune perdre la vie. Et surtout quand ce n'est pas causé par une maladie mais par des violences. C'est une grande perte pour tout le pays ». « Ça m'a fait beaucoup de peine quand j'ai appris la nouvelle. Ça pourrait être ma fille ! Le gouvernement devrait mettre en place des mesures pour mieux protéger ses athlètes, surtout les femmes. Certaines sont si jeunes... Elle n'avait que 25 ans... ». La veille de l'enterrement, dans les rues d'Eldoret, plusieurs athlètes avaient défilé à côté du cercueil d'Agnès Tirop pour dénoncer les violences de genre. Le lendemain, pour lui rendre hommage, le président de la fédération d'athlétisme kényane avait baptisé de son nom la course des championnats du monde de cross-country. Lors des funérailles, il avait qualifié la jeune athlète d'« héroïne » rappelant son engagement pour aider financièrement des jeunes à aller à l'école. Agnès Tirop était arrivée 4ème au 5000 m à Tokyo et venait de battre le record du monde femme du 10 km. La fédération d'athlétisme nationale avait déploré la perte d'un « diamant ».

Un Premier ministre en France

Enfin, la fumée blanche. Soixante jours après le résultat des élections législatives,

Michel Barnier, 73 ans, succède en France à Gabriel Attal.

Après deux mois de flottement, la France a un nouveau chef du gouvernement. Vétéran de la politique française, auréolé de son statut de représentant de l'Union Européenne lors des accords du Brexit, le Savoyard revient au premier plan. Jeudi 5 septembre, Emmanuel Macron a demandé, à l'ex-commissaire européen, de droite, ministre à plusieurs reprises, membre du parti Les Républicains, le gaullisme, de «constituer un gouvernement de rassemblement au service du pays».

UNE FIGURE HISTORIQUE DE LA DROITE.

Michel Barnier a souvent été le plus jeune. Conseiller général à 22 ans, benjamin de l'Assemblée nationale en 1978 - Emmanuel Macron avait 4 mois lorsqu'il décroche un siège -, président du conseil départemental de la Savoie à peine après 30. À 73 ans, il bat un autre record, celui de Pierre Bérégovoy, nommé Premier ministre de François Mitterrand à 66 ans, en 1992. Le nouveau locataire de Matignon, a deux fois l'âge de son prédécesseur, Gabriel Attal, plus jeune Premier ministre de la Ve République à 34 ans. «La jeunesse est un défaut que l'on corrige chaque jour davantage», répondait-il en 2021, citant Raymond Poincaré, lorsque des mauvaises langues mentionnaient son âge face à ses concurrents de la primaire présidentielle du parti Les Républicains.

« Cette nomination intervient après un cycle inédit de consultations au cours duquel, conformément à son devoir constitutionnel, le président s'est assuré que le Premier ministre et le gouvernement à



Fumée blanche. La droite a un Premier ministre en France, Michel Barnier. DR.

venir réuniraient les conditions pour être les plus stables possibles et se donner les chances de rassembler le plus largement », a fait savoir l'Élysée. Près de deux mois après le résultat des élections législatives et 52 jours après la démission du gouvernement, Emmanuel Macron a donc finalement nommé à Matignon une personnalité issue de la droite. La fumée blanche se sera fait longtemps attendre. Après avoir consulté l'ensemble des forces politiques et exploré plusieurs scénarios, Emmanuel Macron a donc annoncé sa décision à Matignon, la Primate française.

Après avoir examiné en début de semaine et parmi d'autres la piste incarnée par Thierry Beaudet, président du Conseil Social Économique et Environnemental, CÉSE, celle de l'ancien ministre de l'Intérieur de gauche socialiste Bernard Cazeneuve, ou encore du président des Hauts-de-France, homme de droite Xavier Ber-

trand, la nomination d'un Premier ministre s'est finalement portée sur une personnalité de droite. Membre du RPR et de l'UMP, Michel Barnier est une figure historique de l'actuel parti Les Républicains, dont il avait brigué la primaire en vue de l'élection présidentielle de 2022. Il avait alors terminé troisième avec 23,93 % des voix, derrière Éric Ciotti et Valérie Pécresse. Sa feuille de route présidentielle prévoyait entre autres mesures un «moratoire» sur l'immigration. D'une fidélité à sa famille politique jamais démentie, Michel Barnier entretiendrait de bons rapports avec Laurent Wauquiez, actuel président de La Droite républicaine à l'Assemblée nationale. Contrairement à d'autres profils pressentis au cours des dernières semaines pour Matignon, il n'aurait plus d'ambition présidentielle, ce qui rend le poste de Premier ministre moins périlleux le concernant. Son histoire politique est jalonnée de mandats

en tant que député national, européen et sénateur. Michel Barnier a également été partie prenante de plusieurs gouvernements. Ministre de cohabitation à l'Environnement de 1993 à 1995 sous François Mitterrand, il a également été ministre délégué aux Affaires européennes (1995-1997), des Affaires étrangères (2004-2005), de l'Agriculture et de la Pêche (2007-2009), sous Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy. Commissaire européen, il s'est occupé de la Politique régionale dès 1999 avant d'hériter du stratégique portefeuille du Marché intérieur et des Services à partir de 2010. C'est à lui qu'est revenue la délicate mission de négocier le Brexit pour l'Union européenne. Nommé en 2016 par le président de la Commission Européenne d'alors, Jean-Claude Juncker, Michel Barnier a été l'artisan en 2021 de l'accord de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Si son profil est à même de satisfaire la Droite républicaine et de ne pas heurter le bloc central, il pourrait également échapper à une censure de la part du Rassemblement national : le RN a indiqué qu'il attendrait la déclaration de politique générale avant de se prononcer. Le nouveau Premier ministre devra proposer à Emmanuel Macron une équipe gouvernementale dans les jours à venir, alors que l'attente d'un nouveau gouvernement se fait forte en France devant l'imminence de l'automne budgétaire.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux. Belgique. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

